

RAPPORT

**Katmandou
Népal
13-17 mai
2002**

Vingt-sixième Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique



**Organisation des Nations Unies
pour l'agriculture et l'alimentation**

États Membres de la FAO dans la région Asie

Bangladesh	Kazakhstan	Pakistan
Bhoutan	Laos	Philippines
Cambodge	Malaisie	Rép. de Corée
Chine	Maldives	Rép. dém. pop. de Corée
Inde	Mongolie	Sri Lanka
Indonésie	Myanmar	Tadjikistan
Iran, Rép. islamique d'	Népal	Thaïlande
Japon	Ouzbékistan	Viet Nam

États Membres de la FAO dans la région du Pacifique Sud-Ouest

Australie	Îles Cook	Nouvelle-Zélande
États-Unis d'Amérique	Îles Marshall	Palau
Fidji	Îles Salomon	Papouasie-Nouvelle-Guinée
France	Nauru	Samoa
Kiribati	Nioué	Tonga
		Vanuatu

Date et lieu des Conférences régionales de la FAO pour l'Asie et le Pacifique

Première	- Bangalore (Inde), 27 juillet – 5 août 1953
Deuxième	- Kandy (Ceylan), 20 – 25 juin 1955
Troisième	- Bandung (Indonésie), 8 – 18 octobre 1956
Quatrième	- Tokyo (Japon), 6 – 16 octobre 1958
Cinquième	- Saïgon (République du Viet Nam), 21 – 30 novembre 1960
Sixième	- Kuala Lumpur (Malaisie), 15 – 29 septembre 1962
Septième	- Manille (Philippines), 7 – 21 novembre 1964
Huitième	- Séoul (République de Corée), 15 – 24 septembre 1966
Neuvième	- Bangkok (Thaïlande), 4 – 15 novembre 1968
Dixième	- Canberra (Australie), 27 août – 8 septembre 1970
Onzième	- New Delhi (Inde), 17 – 27 octobre 1972
Douzième	- Tokyo (Japon), 17 – 27 septembre 1974
Treizième	- Manille (Philippines), 5 – 13 août 1976
Quatorzième	- Kuala Lumpur (Malaisie), 25 juillet – 3 août 1978
Quinzième	- New Delhi (Inde), 5 – 13 mars 1980
Seizième	- Djakarta (Indonésie), 1 – 11 juin 1982
Dix-septième	- Islamabad (Pakistan), 24 avril – 3 mai 1984
Dix-huitième	- Rome (Italie), 8 – 17 juillet 1986
Dix-neuvième	- Bangkok (Thaïlande), 11 – 15 juillet 1988
Vingtième	- Beijing (Chine), 23 – 27 avril 1990
Vingt et unième	- New Delhi (Inde), 10 – 14 février 1992
Vingt-deuxième	- Manille (Philippines), 3 – 7 octobre 1994
Vingt-troisième	- Apia (Samoa occidentale), 14 – 18 mai 1996
Vingt-quatrième	- Yangon (Myanmar), 20 – 24 avril 1998
Vingt-cinquième	- Yokohama (Japon), 28 août – 1er septembre 2000
Vingt-sixième	- Katmandou (Népal), 13-17 mai 2002

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, mise en mémoire dans un système de recherche documentaire ni transmise sous quelque forme ou par quelque procédé que ce soit: électronique, mécanique, par photocopie ou autre, sans autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur. Toute demande d'autorisation devra être adressée au Sous-Directeur général et Représentant régional, Bureau régional de la FAO pour l'Asie et le Pacifique, Phra Atit Road, Bangkok (Thaïlande), et comporter des indications précises relatives à l'objet et à l'étendue de la reproduction.

© FAO 2002

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Pages</u>
RÉSUMÉ DES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS	i - v
	<u>Paragraphes</u>
I. INTRODUCTION	
Organisation de la Conférence	1-2
Ouverture de la Conférence	3-10
Élection des Présidents, des Vice-Présidents et des Rapporteurs	11-12
Adoption de l'ordre du jour et du calendrier	13
Allocution du Directeur général	14-18
II. SESSION MINISTÉRIELLE DE LA CONFÉRENCE	19-30
III. MISE EN VALEUR DURABLE DES MONTAGNES DANS LA RÉGION ASIE-PACIFIQUE	31-43
IV. MISE EN VALEUR DE L'ÉLEVAGE ET DES PÊCHES À L'APPUI DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE DES MÉNAGES ET DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ DANS LA RÉGION ASIE-PACIFIQUE	44-53
V. DÉMARGINALISATION DES RURAUX PAUVRES DANS LA RÉGION ASIE-PACIFIQUE	54-62
VI. PRÉPARATION DU SMA: CINQ ANS APRÈS – DIMENSIONS RÉGIONALES	63-76
VII. RECHERCHE AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT: LIENS FAO-CGRAI	77-79
VIII. CENTRE MONDIAL D'INFORMATION AGRICOLE (WAICENT)	80
IX. CONCLUSIONS	
Date et lieu de la vingt-septième Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique	81
Adoption du rapport	82
Clôture de la Conférence	83
ANNEXES	
A Ordre du jour	
B Liste des délégués et observateurs	
C Liste des documents	
D Allocution d'ouverture de M. Sher Bahadur Deuba, Premier Ministre	
E Allocution du Directeur général	
F Déclaration des ONG et OSC asiatiques	

RÉSUMÉ DES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

Session ministérielle de la Conférence

À l'attention de la FAO

La Conférence:

1. s'est félicitée de l'initiative prise par le Directeur général de convoquer le SMA: *cinq ans après* et a note qu'une «Alliance mondiale contre la faim» pourrait contribuer à renouveler la volonté politique de lutter contre la faim; les délégués ont déclaré attendre avec intérêt le débat sur ce concept lors du SMA: *cinq ans après*;
2. a exhorté la FAO à faciliter la création de capacités en matière de biotechnologies en prêtant une attention particulière aux risques humains et environnementaux;
3. a appelé de ses vœux le renforcement des mécanismes promus par la FAO pour faciliter les échanges de connaissances techniques et de données d'expérience grâce à la coopération Sud-Sud, à la création de réseaux régionaux et à d'autres partenariats.

Mise en valeur durable des montagnes dans la région Asie - Pacifique

À l'attention des gouvernements et de la FAO

La Conférence:

4. a exhorté les États Membres et les organisations internationales à collaborer pour lutter contre les incendies de forêts, l'exploitation forestière illicite et inconsidérée et le défrichement forestier;
5. a recommandé que les États Membres lancent, avec l'assistance de la FAO et d'autres partenaires, des études spécifiques visant à identifier les meilleurs systèmes de commercialisation des produits et services offerts par les montagnes sur des marchés ouverts à la concurrence;
6. a recommandé que les États Membres travaillent avec la FAO et des organisations partenaires à identifier des produits et des créneaux présentant un avantage compétitif et comparatif et renforcent les capacités de production des produits les plus prometteurs;
7. a exhorté les États Membres et la FAO à prêter davantage attention à la sécurité alimentaire dans les régions montagneuses.

À l'attention des gouvernements

La Conférence:

8. a exhorté les gouvernements et les communautés à adopter des politiques et des stratégies de protection des forêts, de l'eau, des sols et de la biodiversité des montagnes ou à les renforcer lorsqu'elles existent déjà;
9. a encouragé les États Membres à appliquer des programmes de gestion des bassins versants intégrés et participatifs qui répondent aux besoins des populations locales et protègent et renforcent les ressources naturelles;

10. a lancé un appel aux gouvernements des États Membres pour qu'ils accordant un rang de priorité élevé à l'amélioration des liens et services en matière de transport, d'énergie et de communication au profit des communautés de montagne;
11. a encouragé les gouvernements à susciter des possibilités d'emplois et de revenus viables dans les régions de montagne, notamment des options novatrices comme la sous-traitance par le biais des systèmes électroniques modernes;
12. a recommandé que les gouvernements et les organisations non gouvernementales, nationales et locales prévoient des filets de sécurité et des programmes sociaux ciblés pour améliorer l'état nutritionnel, multiplier les emplois et renforcer l'estime de soi des groupes vulnérables, notamment des femmes et des enfants.

À l'attention de la FAO

La Conférence:

13. a demandé à la FAO d'évaluer, en collaboration avec les États Membres, les effets positifs et négatifs de l'exposition des communautés montagnardes à des économies plus ouvertes;
14. a demandé à la FAO de renforcer ses programmes nutritionnels communautaires dans les zones de montagne;
15. a recommandé que la FAO et le Centre international de mise en valeur intégrée des montagnes (ICIMOD), le Centre régional de formation à la foresterie communautaire (RECOFTC) et d'autres organisations internationales renforcent leur soutien à la recherche- développement ainsi qu'à la promotion et au renforcement des capacités en matière d'écotourisme, conformément à des critères environnementaux, sociaux et économiques sains;
16. a demandé à la FAO de contribuer à l'amélioration des réseaux et à la diffusion efficace de l'information sur le développement dans les zones de montagne, grâce à des mécanismes tant modernes que traditionnels;
17. a recommandé à la FAO d'identifier et d'appuyer des approches efficaces en matière de décentralisation de la gestion des ressources naturelles et d'aider les gouvernements et les communautés locales à renforcer leurs capacités dans ce domaine et à préciser les droits et les obligations qui y sont associés.

Développement de l'élevage et des pêches à l'appui de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages et de la lutte contre la pauvreté dans la région Asie-Pacifique

À l'attention des Gouvernements et de la FAO

La Conférence:

18. a exhorté les États Membres à créer, avec l'appui de la FAO et d'autres organisations internationales, des environnements institutionnels et politiques favorables qui donnent aux pauvres la possibilité de bénéficier des avantages découlant de la très forte croissance des secteurs de l'élevage et des pêches.

À l'attention des Gouvernements

La Conférence:

19. a demandé aux pays d'appuyer et de mettre en oeuvre le Code de conduite pour une pêche responsable; les Directives régionales pour les déplacements responsables d'animaux aquatiques vivant en Asie; et d'autres accords, directives et plans d'action internationaux volontaires.

À l'attention de la FAO

La Conférence:

20. a demandé à la FAO d'aider les pays à se doter de politiques appropriées pour réduire les obstacles financiers, techniques et culturels qui empêchent les petits producteurs de tirer profit de l'expansion des secteurs de l'élevage et des pêches;
21. a exhorté la FAO à aider ses États Membres à formuler des cadres juridiques et politiques appropriés à l'appui des ruraux pauvres et de les aider à se doter des capacités institutionnelles nécessaires pour pouvoir appliquer des politiques et programmes efficaces;
22. a demandé à la FAO d'aider ses États Membres à se doter d'une politique et d'une législation appropriées en matière de pêche artisanale côtière;
23. a demandé à la FAO d'appuyer les réseaux qui encouragent les gouvernements, les organisations nationales et internationales, les sociétés civiles et le secteur privé à examiner dans l'optique des pauvres les politiques et stratégies en matière d'élevage et de pêches;
24. a demandé à la FAO d'aider les pays à se doter de la capacité nécessaire pour assurer la sécurité sanitaire des aliments tout au long de la chaîne de production et de transformation;
25. a demandé à la FAO d'aider les pays à se doter des moyens de respecter les réglementations sanitaires et phytosanitaires des pays importateurs;
26. a recommandé que la FAO formule un plan d'action pour le secteur de l'élevage incluant un système régional d'intervention d'urgence contre les maladies animales transfrontières, un programme régional de lutte contre la fièvre aphteuse, un système de référence pour le diagnostic et des procédures d'harmonisation des normes de laboratoire.

Démarginalisation des ruraux pauvres dans la région Asie-Pacifique

À l'attention des gouvernements et de la FAO

La Conférence:

27. a souscrit à l'idée que la réduction durable et rapide de la pauvreté et l'amélioration de la sécurité alimentaire passent par la démarginalisation des ruraux pauvres; de l'avis général, la dévolution du pouvoir de décision et des ressources de développement au niveau communautaire est un élément crucial du processus de démarginalisation;
28. a exhorté la FAO et ses États Membres à intégrer la parité hommes-femmes dans le processus de démarginalisation des ruraux pauvres;

29. a encouragé la FAO et les gouvernements membres à identifier des méthodes concrètes (tant modernes que traditionnelles) pour combler le fossé en matière d'information et de technologies en faveur des ruraux pauvres.

À l'attention des gouvernements

La Conférence:

30. a exhorté les pays à adopter des politiques et programmes publics garantissant l'accès des ruraux pauvres aux ressources productives comme la terre, l'eau et le capital ainsi qu'aux services de soutien comme la recherche, la vulgarisation, la commercialisation, le crédit, etc.

À l'attention de la FAO

La Conférence:

31. a demandé à la FAO de fournir un appui technique et de mobiliser des ressources pour aider les pays membres à effectuer des études sectorielles sur l'agriculture et le développement rural, y compris une évaluation des questions et des choix politiques susceptibles de renforcer la sécurité alimentaire et de réduire la pauvreté;
32. a exhorté la FAO à fournir une assistance technique et des conseils à l'appui du développement de l'agro-alimentaire et de la vulgarisation en milieu rural et à renforcer les capacités nationales dans ces domaines.

Préparatifs du SMA: cinq ans après – Dimensions régionales

À l'attention des gouvernement et de la FAO

La Conférence:

33. a réclamé une augmentation substantielle des investissements dans le développement agricole rural;
34. a instamment réclamé, pour donner suite à la Conférence internationale sur le financement du développement, que des mesures soient prises pour renforcer les ressources financières allouées à l'agriculture et au développement rural;
35. a exhorté les organisations nationales et internationales à intensifier les activités de recherche visant à trouver des solutions viables pour adapter l'agriculture aux changements climatiques.

À l'attention des gouvernements

La Conférence:

36. a exhorté les États Membres à donner la priorité à la croissance durable de l'agriculture sur une large base (y compris à l'amélioration de la productivité) ainsi qu'au développement durable, en tant que pierre angulaire de l'action visant à réduire la sous-alimentation;
37. a encouragé tous les pays qui ne l'ont pas encore fait à préparer le plus rapidement possible des plans d'action nationaux et à en appuyer la mise en œuvre;
38. a recommandé que les pays accordent une attention particulière au rôle des femmes dans l'agriculture et mettent à profit le vaste potentiel des partenariats communauté-gouvernement pour lutter contre la faim;

39. a exhorté les pays à faire en sorte que les principes importants adoptés lors de la quatrième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce à Doha soient appliqués;
40. a exhorté les États Membres à participer pleinement et efficacement au prochain cycle de négociation sur l'agriculture de façon à ce que les accords pris soient justes et équitables;
41. a encouragé les États Membres à appuyer pleinement l'application des systèmes d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité (SICIAV).

À l'attention de la FAO

La Conférence:

42. a demandé à la FAO de renforcer les capacités nationales en matière d'analyse des questions commerciales, d'aider les pays à formuler et à mettre à jour leur législation nationale en matière de commerce et de faciliter la mise en commun des informations sur les négociations commerciales aux niveaux régional et sous-régional;
43. a demandé à la FAO d'aider ses États Membres à mettre en place ou à renforcer leur SICIAV national.

Centre mondial d'information agricole (WAICENT)

À l'attention des gouvernements

La Conférence:

44. a exhorté les États Membres à participer à la prochaine Consultation sur la gestion de l'information agricole, prévue pour septembre 2002.

I. INTRODUCTION

Organisation de la Conférence

1. La vingt-sixième Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique s'est tenue à Katmandou (Népal) du 13 au 17 mai 2002. La Conférence s'est déroulée en deux temps: une réunion des hauts fonctionnaires tenue du 13 au 15 mai et une réunion au niveau ministériel tenue les 16 et 17 mai.
2. Ont participé à la Conférence des représentants de 25 États Membres et des observateurs de deux États Membres de l'ONU, de 17 organisations non gouvernementales internationales et de trois organisations intergouvernementales, ainsi que de cinq autres organisations du système des Nations Unies. Des représentants de 13 organisations non gouvernementales internationales et de 19 organisations non gouvernementales et de la société civile locales ont participé les 11 et 12 mai à une consultation régionale ONG/OSC préalable à la Conférence destinée à préparer le Sommet mondial de l'alimentation: *cinq ans après*.

Ouverture de la Conférence

3. La réunion des hauts fonctionnaires a été ouverte par M. R.B. Singh, Sous-Directeur général et représentant régional de la FAO, et par M. Mahesh Acharya, Ministre de l'agriculture et des coopératives du Royaume du Népal, qui ont prononcé chacun une allocution.
4. M. Singh a remercié le gouvernement du Royaume du Népal de l'excellent appui fourni et de l'accueil réservé aux participants. Il a relevé les graves problèmes que connaît l'agriculture de la région depuis deux ans, en raison notamment des nombreuses catastrophes naturelles ou causées par l'homme survenues pendant cette période. Il s'est toutefois déclaré optimiste, compte tenu des progrès réguliers accomplis dans plusieurs domaines de l'agriculture, des forêts et des pêches. Il a exhorté les hauts fonctionnaires à s'interroger sérieusement sur les raisons pour lesquelles le nombre de personnes sous-alimentées diminue aussi lentement dans la région et à recommander des mesures correctrices immédiates.
5. M. Mahesh Acharya a souhaité la bienvenue aux délégués et aux participants au nom du Gouvernement du Royaume du Népal et a déclaré officiellement ouverte la réunion des hauts fonctionnaires. Il a souligné que le développement reposait sur trois aspects fondamentaux et interdépendants, à savoir la croissance économique, la réduction de la pauvreté et le respect de l'environnement. Dans la région la production agricole était caractérisée par la prévalence des petits agriculteurs, des ouvriers agricoles sans terre et des pêcheurs dépourvus de ressources. La croissance économique devait donc être axée sur les pauvres et reposer sur une base élargie et soutenue. La région Asie-Pacifique, bien qu'ayant obtenu ces dernières années des résultats certains en matière de lutte contre la sous-alimentation, comptait encore près des deux tiers des personnes sous-alimentées du monde. M. Mahesh Acharya a donc exhorté les pays développés et les pays en développement à unir leurs efforts pour assurer la sécurité alimentaire et promouvoir le développement durable de tous.
6. La cérémonie d'ouverture de la Conférence s'est tenue le 16 mai. M. Jacques Diouf, Directeur général de la FAO, a souhaité la bienvenue à tous les participants. Il a noté que la Conférence se tenait juste un mois avant le début du Sommet mondial de l'alimentation: *cinq ans après* (SMA: *cinq ans après*).
7. Son Excellence M. Sher Bahadur Deuba, Premier ministre du Népal, a prononcé l'allocution d'ouverture. Il s'est félicité de la contribution passée et actuelle de la FAO à la lutte contre la faim dans le monde mais a rappelé aux participants les problèmes qui restaient à résoudre.

8. Notant le nombre élevé de personnes sous-alimentées dans le monde, le Premier ministre a invité les délégués à redoubler d'efforts pour que tous aient accès à une nourriture suffisante et saine. Il a déclaré qu'alors même que la lutte mondiale contre le terrorisme se poursuivait, il n'était pas moins urgent de lutter contre la pauvreté et contre la faim.

9. Son Excellence le Premier ministre a déclaré qu'il était choquant, compte tenu des progrès étonnants accomplis par l'humanité au fil des siècles, que nous ne soyons toujours pas capables de nous nourrir, alors même qu'il existait suffisamment de nourriture pour tous. Le Premier ministre a souligné qu'il était plus indispensable que jamais d'améliorer la nutrition et le niveau de vie des populations et d'accroître la productivité agricole.

10. Le texte intégral de l'allocution d'ouverture du Premier ministre figure à l'Annexe D du présent rapport.

Élection des Présidents, des Vice-Présidents et des Rapporteurs

11. Les délégués ont élu à l'unanimité M. Surendra Kumar Shrestha, Secrétaire de l'agriculture et des coopératives du Népal, aux fonctions de Président de la réunion des hauts fonctionnaires. Les hauts fonctionnaires ont également élu tous les chefs de délégation ayant le rang de Vice-Ministre ou de Secrétaire de l'agriculture Vice-Présidents de la réunion des hauts fonctionnaires et M. Frederick Muller, représentant de la République des Îles Marshall, Rapporteur.

12. Son Excellence M. Mahesh Acharya, Ministre de l'agriculture et des coopératives du Népal, a été élu Président de la réunion ministérielle. Les représentants ont également élu tous les autres ministres présents, Vice-Présidents de la Conférence et Mme Elsa Bayani (Philippines), Rapporteur de la Conférence.

Adoption de l'ordre du jour et du calendrier

13. La Conférence a adopté l'ordre du jour qui figure à l'Annexe A du présent rapport. La liste des documents soumis à la conférence fait l'objet de l'Annexe C.

Allocution du Directeur général

14. Dans son allocution, M. Jacques Diouf a noté que la Conférence se tenait dans un contexte économique, social et politique mondial en pleine évolution. Depuis la Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) tenue à Doha en novembre 2001, la mondialisation et la libéralisation des échanges de produits agricoles, les mouvements de capitaux et les transferts de technologies devraient avoir pour effet d'améliorer le niveau de vie des populations des pays tant développés qu'en développement.

15. Le Directeur général a relevé que les pays en développement comptaient encore plus de 777 millions de personnes sous-alimentées et que, malgré les efforts faits pour réduire ce nombre, on était encore loin d'avoir atteint les objectifs fixés lors du Sommet mondial de l'alimentation de 1996. Il a souligné la nécessité d'investissements ruraux accrus pour créer des emplois et des revenus et améliorer la productivité et la production.

16. Le Directeur général a noté que si les résultats du secteur agricole avaient été modestes au niveau mondial au cours des deux dernières années, le bilan pour la région Asie-Pacifique était plutôt satisfaisant. Il a souligné, en particulier, la croissance remarquable de la production laitière, animale, horticole et aquacole, ainsi que des cultures oléagineuses et du caoutchouc au cours des dix dernières années.

17. Appelant l'attention sur le prochain Sommet mondial de l'alimentation: *cinq ans après*, le Directeur général a exhorté les représentants à s'y préparer en axant leurs délibérations sur les stratégies à adopter pour accélérer l'application des décisions prises en 1996. Il a appelé l'attention sur la notion "d'Alliance mondiale contre la faim", qui pourrait être l'expression tangible d'une volonté politique renouvelée et constituer un moyen sûr de lutter contre le désespoir et le ressentiment qui alimentent les extrémismes.

18. Le texte intégral de l'allocation du Directeur général figure à l'Annexe E.

II. SESSION MINISTÉRIELLE DE LA CONFÉRENCE

19. La session ministérielle de la Conférence s'est tenue les 16 et 17 mai. Elle a réuni tous les membres des délégations des pays et organisations participant à la Conférence, dont 11 ministres de l'agriculture.

20. M. R.B. Singh, Sous-Directeur général et représentant régional (ADG/RR) pour l'Asie et le Pacifique, a fait rapport sur les principales activités menées par la FAO et dans la région au cours du dernier exercice biennal¹. Il a souligné l'impact des activités de la FAO dans les domaines prioritaires examinés lors de la vingt-cinquième Conférence à Yokohama, à savoir l'agriculture durable et la lutte contre la pauvreté; les biotechnologies et la biodiversité et le suivi du Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation.

21. Un résumé détaillé des débats des hauts fonctionnaires concernant la préparation du SMA: *cinq ans après* a été présenté aux ministres et aux autres délégués. Ce résumé incluait les recommandations formulées par les hauts fonctionnaires.

22. M. Frederick Muller, Rapporteur de la réunion des hauts fonctionnaires, a présenté le rapport de cette réunion à la session ministérielle et a résumé les principales conclusions et recommandations auxquelles était parvenue la réunion durant cette première partie de la Conférence. Les ministres et les autres délégués ont approuvé ces conclusions et recommandations, qui font partie intégrante du présent rapport de la Conférence.

23. Tout en validant et en appuyant les conclusions et recommandations des hauts fonctionnaires, les ministres et les autres délégués se sont déclarés préoccupés de la lenteur des progrès accomplis pour réduire le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde. Ils ont insisté sur la nécessité d'un engagement politique renouvelé, de politiques et de stratégies plus efficaces et d'une volonté plus ferme d'appliquer les programmes visant à accélérer le développement agricole et d'assurer la sécurité alimentaire de tous.

24. Les ministres et les autres délégués se sont félicités de l'initiative prise par le Directeur général de convoquer le SMA: *cinq ans après*, qui se tiendrait en juin 2002. Il ont noté également les possibilités offertes par une éventuelle "Alliance mondiale contre la faim" de renforcer la volonté politique de lutter contre la faim et ont déclaré attendre avec intérêt les débats du SMA: *cinq ans après* à ce propos.

25. Les ministres et les autres délégués ont mentionné les nombreux problèmes et défis que posait la sécurité alimentaire. Ils ont appelé l'attention notamment sur les problèmes posés par l'accroissement des populations et de la demande d'aliments, la mondialisation et les nouveaux accords commerciaux, les catastrophes naturelles et causées par l'homme, les conflits civils, le manque d'infrastructures rurales, la diminution des terres arables, la dégradation des forêts et le déclin des stocks de poisson.

¹ APRC/02/5.

26. La Conférence a noté que nombre de petits états insulaires en développement étaient confrontés à des difficultés analogues à celles des communautés de montagne, telles que l'éloignement des marchés, la nécessité d'importer nombre de produits de base, la dépendance vis-à-vis d'un petit nombre d'exportations, la vulnérabilité face aux catastrophes naturelles, le manque d'infrastructures et la faiblesse des investissements.

27. Les ministres et les autres délégués ont reconnu qu'il existait un large éventail de stratégies et de mécanismes permettant de renforcer la sécurité alimentaire et de lutter contre la pauvreté rurale. Ils ont considéré notamment le rôle de la production et du stockage de produits alimentaires locaux; le commerce juste et équitable; la gestion durable des ressources naturelles; les approches participatives et les partenariats avec les communautés et organisations locales; l'émancipation des ruraux pauvres, notamment des femmes; la recherche-développement; le crédit rural; l'application judicieuse des biotechnologies; les connaissances et technologies locales, les installations de stockage et de transformation après récolte; l'amélioration de la distribution des vivres et la création d'emplois non agricoles.

28. Les ministres et les délégués ont également souligné qu'il importait de renforcer les capacités en matière de biotechnologies en accordant une attention particulière aux risques humains et écologiques liés à ces technologies de pointe. La Conférence a instamment prié la FAO de fournir une assistance à cet effet.

29. Les ministres et les autres délégués ont souligné l'importance de l'appui fourni par la FAO aux États Membres pour les aider à parvenir à la sécurité alimentaire. L'accent a été mis sur le Programme spécial pour la sécurité alimentaire (PSSA); le Système d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité (SICIAV); les systèmes d'alerte rapide; les codes et directives pour des pratiques halieutiques et forestières responsables; la prévention et la maîtrise des incendies de forêts; le renforcement des capacités pour assurer le respect des règlements sanitaires et phytosanitaires; et l'assistance technique et politique dans le domaine commercial. La Conférence a encouragé la FAO à renforcer les mécanismes mis en place pour faciliter l'échange de connaissances techniques et de données d'expérience grâce à la coopération Sud-Sud, à l'établissement de réseaux régionaux et à d'autres partenariats.

30. Un représentant de la consultation ONG/OSC préalable à la Conférence visant à préparer le SMA: *cinq ans après* a pris la parole devant la Conférence pour résumer les résultats de cette consultation. Sa déclaration figure à l'Annexe F.

III. MISE EN VALEUR DURABLE DES MONTAGNES DANS LA RÉGION ASIE-PACIFIQUE

31. La Conférence a examiné les principaux problèmes et perspectives en matière de mise en valeur durable des montagnes, notant la pertinence et l'opportunité de ce débat puisque l'année 2002 avait été déclarée Année internationale de la montagne². La Conférence a souligné le rôle capital des montagnes, source permanente d'eau douce, d'énergie hydroélectrique, de diversité biologique, de produits agricoles et forestiers et de minéraux et cadre adapté aux loisirs et au tourisme. Elle a noté par ailleurs la grande fragilité des zones de montagne et les difficultés rencontrées par leurs habitants.

32. Les délégués ont passé en revue le large éventail de problèmes écologiques, économiques, sociaux et culturels que posent les régions de montagne. La vulnérabilité des écosystèmes, des cultures et des femmes et des enfants de ces régions a été soulignée. Les délégués ont également reconnu que la plupart des populations de montagne étaient mal préparées à affronter la concurrence des économies ouvertes. Ils ont noté la prévalence de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition parmi les populations montagnardes.

² APROC/02/2.

33. La Conférence a recensé plusieurs moyens de promouvoir la mise en valeur durable des montagnes, notamment le développement de certains produits et services pour lesquels les communautés montagnardes disposent d'un avantage comparatif; l'amélioration de la commercialisation de ces produits; le renforcement de la protection de l'environnement; l'amélioration des mécanismes législatifs et politiques; l'accélération de la décentralisation et des transferts de responsabilités en matière de gestion des ressources naturelles; le renforcement de la diffusion de l'information; et l'expansion de la coopération transfrontière.

34. La Conférence a souligné la nécessité de respecter le principe essentiel de la sauvegarde des écosystèmes de montagne et de l'environnement dans tous les aspects de la mise en valeur de ces régions. Elle a exhorté les gouvernements et les communautés à mettre en place des politiques et stratégies de protection des forêts, des eaux, du sol et de la biodiversité des montagnes, ou à les renforcer lorsqu'elles existent déjà. À cette fin, la Conférence a encouragé les États Membres à appliquer des programmes de gestion des bassins versants participatifs et intégrés qui répondent aux besoins des populations locales et protègent et renforcent les ressources naturelles.

35. La Conférence a exhorté les États Membres et les organisations internationales à collaborer en matière de lutte contre les incendies de forêts, l'exploitation forestière illicite et inconsidérée et le défrichement des forêts.

36. Les délégués ont souligné la nécessité pour les gouvernements de créer un climat économique propice à la croissance et au développement des zones d'altitude et de prévoir un soutien ciblé pour répondre aux besoins spécifiques des populations de montagne. La Conférence a recommandé que les États Membres lancent, avec l'assistance de la FAO et d'autres partenaires, des études spécifiques visant à définir des systèmes optimaux et efficaces pour commercialiser les produits des services propres aux régions de montagne sur les marchés ouverts à la concurrence. Pour accompagner ce type de recherche, la Conférence a demandé à la FAO d'évaluer en coopération avec ses États Membres les effets – positifs ou négatifs – d'une exposition de ces communautés à des systèmes économiques plus ouverts.

37. Les délégués ont reconnu que certains produits et services typiques des zones de montagne pouvaient présenter des avantages par rapport à ceux offerts par les régions de plaine. La Conférence a recommandé que les États Membres identifient, en collaboration avec la FAO et des organisations partenaires, les produits et les créneaux compétitifs et dotés d'un avantage comparatif et renforcent les capacités de production dans les secteurs les plus prometteurs.

38. Notant la prévalence de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition dans les zones de montagne, la Conférence a exhorté les États Membres et la FAO à faire davantage pour la sécurité alimentaire des zones de montagne. Elle a demandé notamment à la FAO de renforcer ses programmes de nutrition communautaires en faveur des zones de montagne.

39. Les hauts fonctionnaires ont reconnu que le tourisme, et notamment l'écotourisme, constituait une source croissante de revenus et de moyens de subsistance dans les zones de montagne, mais risquait néanmoins de mettre en danger des écosystèmes montagneux fragiles si certaines précautions n'étaient pas prises. La Conférence a recommandé que la FAO, le Centre international de mise en valeur intégrée des montagnes (ICIMOD), le Centre régional de formation à la foresterie communautaire (RECOFTC) et d'autres organisations internationales appuient davantage la recherche-développement, la promotion et le renforcement des capacités en matière d'écotourisme en se fixant des objectifs écologiques, sociaux et économiques raisonnables.

40. Les délégués ont souligné que la mise en valeur durable des montagnes se heurtait à des obstacles importants, tels que l'isolement et l'éloignement des communautés montagnardes. La Conférence a invité les gouvernements des États Membres à privilégier la création de liens et de

services en matière de transport, d'énergie et de communication, ou à améliorer ceux-ci lorsqu'ils existent, en faveur desdites communautés. La FAO a été invitée à appuyer la création de réseaux et à assurer une diffusion efficace de l'information relative au développement dans les zones de montagne, grâce à des mécanismes modernes ou traditionnels, en collaboration avec des organisations partenaires et les gouvernements.

41. La Conférence s'est félicitée des succès obtenus dans certains pays de la région en matière de décentralisation et de transfert des responsabilités et des avantages liés à la gestion des ressources naturelles aux communautés et organisations locales. Toutefois, elle a aussi reconnu les risques de la décentralisation et de la dévolution de pouvoirs lorsque les autorités et communautés locales ne sont pas prêtes à assumer de nouvelles responsabilités en matière de gestion. La Conférence a donc recommandé à la FAO d'identifier et d'appuyer des approches efficaces en matière de décentralisation et de dévolution de responsabilités pour la gestion des ressources naturelles, d'aider les gouvernements et les communautés locales à renforcer leurs capacités de gestion des ressources locales et de contribuer à la définition des droits et obligations attachés à cette gestion.

42. Les délégués ont noté la nécessité d'ajouter d'autres moyens de subsistance à l'agriculture traditionnelle dans les régions de montagne. La Conférence a encouragé les gouvernements à appuyer la création de sources de revenus et d'emplois de substitution viables dans les régions de montagne, telles que la sous-traitance grâce aux systèmes électroniques modernes.

43. La Conférence a reconnu que certaines zones de montagne et certaines populations y résidant étaient particulièrement désavantagées lorsqu'elles ne disposaient pas d'avantages comparatifs ou compétitifs exploitables. La Conférence a recommandé que, dans de telles circonstances, les gouvernements et les organisations non gouvernementales, nationales ou locales prévoient des «filets de sécurité» et des programmes sociaux ciblés visant à réduire la faim, à créer des emplois et à renforcer la confiance en soi des groupes vulnérables, notamment des femmes et des enfants.

IV. MISE EN VALEUR DE L'ÉLEVAGE ET DES PÊCHES À L'APPUI DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE DES MÉNAGES ET DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ DANS LA RÉGION ASIE-PACIFIQUE

44. La Conférence a examiné l'évolution récente des secteurs de l'élevage et des pêches et son incidence sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages et sur la lutte contre la pauvreté³. Les délégués ont noté le prodigieux essor de ces secteurs dans la région et ont examiné les projections de la FAO selon lesquelles la demande de viande et de poisson en Asie du Sud et de l'Est triplerait entre 1990 et 2030.

45. Les délégués ont noté que les petits producteurs fournissaient encore l'essentiel des protéines consommées dans la région. Ils ont reconnus toutefois que les principaux bénéficiaires de cette hausse de la demande avaient été les grands producteurs et transformateurs, ainsi que la classe moyenne urbaine, qui avait désormais accès à des aliments moins coûteux. L'écrasante majorité des pauvres n'avaient encore tiré aucun profit.

46. Les délégués ont noté que l'élevage et l'aquaculture à grande échelle bénéficiaient souvent d'un traitement préférentiel lorsque l'objectif était d'élargir la gamme des exportations et d'approvisionner à bon marché les centres urbains. Ils ont appelé l'attention sur les risques écologiques associés aux systèmes d'élevage et d'aquaculture à grande échelle, notamment lorsqu'ils étaient situés près des centres urbains. La Conférence a reconnu les risques sanitaires associés à l'intensification de la production et du commerce de bétail et de poisson, notamment la transmission de maladies et la consommation accrue de contaminants biologiques et chimiques.

³ APRC/02/3.

47. Les délégués ont estimé qu'il était extrêmement important que la croissance attendue des secteurs de l'élevage et des pêches offre aux pauvres des possibilités concrètes et durables. La Conférence a exhorté les États Membres à créer, avec l'appui de la FAO et d'autres organisations internationales, un environnement institutionnel et politique favorable qui permette aux pauvres de tirer parti de la croissance exceptionnelle des secteurs de l'élevage et des pêches.

48. La FAO a été invitée à poursuivre son action aux niveaux local, national et international visant à aider les pays à mettre en place des politiques de nature à réduire les obstacles financiers, techniques et culturels qui empêchent les petits producteurs de bénéficier pleinement de l'expansion des secteurs de l'élevage et des pêches. La Conférence a exhorté la FAO à aider ses États Membres à formuler des cadres politiques et juridiques à l'appui des ruraux pauvres et à renforcer leurs capacités institutionnelles de façon à pouvoir appliquer efficacement leurs politiques et programmes. Elle a demandé plus particulièrement à l'Organisation d'aider ses États Membres à se doter de politiques et d'une législation concernant plus particulièrement la pêche artisanale côtière.

49. La Conférence a demandé à la FAO d'appuyer les réseaux qui encouragent les gouvernements, les organisations nationales et internationales, la société civile et le secteur privé à examiner leurs politiques et stratégies en matière d'élevage et de pêche dans l'optique des plus pauvres.

50. La Conférence a souligné l'importance d'une pêche durable et a invité les pays à appuyer et à mettre en œuvre le Code de conduite pour une pêche responsable, les directives régionales pour les déplacements responsables d'animaux aquatiques vivants et d'autres accords, directives et Plans d'action internationaux volontaires.

51. Les hauts fonctionnaires ont souligné la nécessité d'adopter des méthodes de production responsables ayant un impact minimum sur l'environnement et garantissant la sécurité sanitaire des aliments, et à exhorter les pays à adopter les normes Codex. La Conférence a également demandé à la FAO d'aider les pays à se doter de la capacité nécessaire pour garantir la sécurité sanitaire des aliments tout au long de la chaîne de production et de transformation.

52. Étant donné l'importance croissante des échanges de produits de l'élevage et de la pêche, la FAO a été invitée à aider les pays à adapter leurs produits aux réglementations sanitaires et phytosanitaires des pays importateurs.

53. La Conférence a recommandé à la FAO de formuler un plan d'action pour le secteur de l'élevage incluant un système régional d'intervention d'urgence contre les maladies animales transfrontières, un programme régional de lutte contre la fièvre aphteuse, un système de référence pour les diagnostics et des procédures d'harmonisation des normes de laboratoire.

V. DÉMARGINALISATION DES RURAUX PAUVRES DANS LA RÉGION ASIE-PACIFIQUE

54. La Conférence a examiné les principaux éléments ayant une incidence sur la lutte contre la pauvreté et sur la sécurité alimentaire en insistant sur le rôle d'une croissance économique soutenue et à large assise⁴. La Conférence a reconnu que les pays ayant enregistré de bons résultats économiques et agricoles sur une longue période de temps avaient également fait reculer de façon impressionnante la pauvreté et l'insécurité alimentaire.

55. Les délégués ont noté que, malgré des décennies de croissance sans précédent, il restait des poches de pauvreté et d'insécurité alimentaire dramatiques. Près des trois quarts des pauvres de la

⁴ APRC/02/4.

planète résidaient dans la région. La Conférence s'est déclarée particulièrement préoccupée des effets délétères de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire chez les femmes enceintes ou allaitantes, les nourrissons et les enfants.

56. Les délégués ont reconnu que la pauvreté et l'insécurité alimentaire sévissaient surtout en milieu rural et ont souligné que le développement agricole et rural constituait l'un des principaux moyens de réduire la pauvreté et d'assurer une sécurité alimentaire durable. Les expériences réussies des pays de la région dans ce domaine montraient l'intérêt d'une action axée sur les ruraux pauvres. Les délégués ont souligné que pour démarginaliser les ruraux pauvres, il fallait les aider à participer au développement et s'assurer qu'ils en tiraient profit. Les délégués ont également souligné la pertinence des objectifs de développement pour le Millénaire.

57. La Conférence a souscrit à l'idée que la lutte durable et rapide contre la pauvreté et le renforcement de l'insécurité alimentaire passait nécessairement par la démarginalisation des ruraux pauvres. Elle a estimé, en outre, que la dévolution du pouvoir de décision et des ressources de développement au niveau communautaire était un élément crucial du processus de démarginalisation.

58. La Conférence est convenue que les stratégies reposant sur diverses combinaisons d'éléments complémentaires nécessaires à la démarginalisation étaient beaucoup plus efficaces que celles qui tentaient de résoudre les problèmes un par un. À l'appui de cette approche, la Conférence a exhorté les pays à adopter des politiques et programmes publics facilitant l'accès des ruraux pauvres aux ressources productives comme la terre, l'eau et le capital ainsi qu'aux services de soutien comme la recherche, la vulgarisation, la commercialisation, le crédit, etc. Les délégués ont également souligné l'importance des aspects sociaux de la démarginalisation et d'une participation au processus de décision concernant les politiques et programmes.

59. La Conférence a demandé à la FAO de fournir un appui technique et de mobiliser des ressources pour aider à ses États Membres à réaliser des études sectorielles sur l'agriculture et le développement rural incluant une évaluation des questions et options en matière de sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté. La Conférence a noté, en particulier, que la FAO devrait aider les pays à analyser les différentes options face aux contraintes du marché, à éliminer les distorsions et les problèmes intérieurs, à corriger les imperfections du marché et à améliorer leur compétitivité tant sur le plan intérieur qu'au niveau international.

60. La Conférence a instamment invité la FAO à fournir une assistance et des avis techniques et à renforcer les capacités des pays en matière de développement de l'agroalimentaire et de vulgarisation en milieu rural.

61. Les délégués ont instamment prié la FAO et ses États Membres d'intégrer la parité hommes-femmes dans le processus de démarginalisation des ruraux pauvres et ont appelé l'attention sur le plan d'action de la FAO: parité hommes-femmes et développement adopté lors de la trente et unième Conférence de la FAO, en novembre 2001.

62. Les délégués ont noté avec préoccupation les risques associés à l'élargissement de la fracture entre les ruraux pauvres et le reste de la population en matière d'information et de technologies, fracture qui risquait de créer un cercle vicieux de la pauvreté et de générer davantage d'inégalités. La Conférence a encouragé la FAO et ses gouvernements membres à identifier des méthodes concrètes (inspirées à la fois des techniques modernes et traditionnelles) pour combler le fossé en matière d'information et de technologies au profit des ruraux pauvres.

VI. PREPARATION DU SMA: *cinq ans après*—DIMENSIONS RÉGIONALES

63. La Conférence a examiné les incidences et les dimensions régionales du prochain Sommet mondial de l'alimentation: *cinq ans après*⁵.

64. Les délégués ont noté avec préoccupation que même si le nombre total de personnes sous-alimentées avait baissé depuis le Sommet mondial de l'alimentation (SMA), la diminution n'avait été que de 6 millions de personnes par an, soit moins d'un tiers du nombre requis pour réaliser l'objectif du SMA de réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées pour 2015 au plus tard.

65. La Conférence a noté que le taux de réduction pour la région Asie-Pacifique, à savoir 10 millions par an, était inférieur à l'objectif de 13 millions par an. Une personne sur six, soit seize pour cent environ de la population de la région, était encore sous-alimentée, ce qui représentait près des deux tiers du total mondial.

66. La Conférence a examiné l'expérience des pays de la région en matière de lutte contre l'insécurité alimentaire, ainsi que les principaux facteurs auxquels les divers degrés de succès étaient liés. Les délégués ont reconnu que le résultat obtenu s'améliorait lorsqu'étaient réunies les conditions suivantes: croissance économique et agricole et répartition de cette croissance, stabilité macroéconomique, réduction de la pauvreté, maîtrise de l'accroissement de la population, meilleur accès à la nourriture, amélioration des conditions sanitaires et d'hygiène, politiques publiques favorables et état de droit. La Conférence a reconnu que nombre de ces facteurs étaient fortement influencés par les catastrophes naturelles ou causées par l'homme, ainsi que par les circonstances économiques et politiques tant intérieures qu'extérieures.

67. Les délégués ont reconnu la nécessité d'intensifier les efforts visant à réduire le nombre de personnes sous-alimentées et se sont demandés, comment renforcer les plans d'action mis en œuvre pour atteindre les objectifs du Sommet mondial de l'alimentation. La Conférence a exhorté les États Membres à accorder la priorité à la croissance durable de l'agriculture sur une large base (y compris au renforcement de la productivité) ainsi qu'au développement rural en tant que pierre angulaire de toute action visant à réduire la sous-alimentation. Elle a encouragé tous les pays n'ayant pas encore mis au point de plan d'action national de le faire dans les plus brefs délais et d'appuyer la mise en œuvre effective de ces plans.

68. La Conférence a recommandé que les pays accordent une attention particulière au rôle des femmes dans l'agriculture et utilise toutes les possibilités de partenariat entre les communautés et les autorités nationales pour lutter contre la faim. Les délégués ont souligné les avantages importants que l'on pouvait attendre d'une collaboration entre les gouvernements et les organisations non gouvernementales ou de la société civile pour mobiliser les énergies au niveau communautaire et défendre la cause du développement agricole et rural.

69. Les délégués ont souligné l'importance de la bonne gouvernance et d'une participation accrue des pauvres à la prise de décisions et à l'exécution des programmes de lutte contre la faim. La Conférence a également reconnu que la stabilité politique et la paix étaient indispensables pour que l'investissement privé dans la production alimentaire augmente.

70. Les délégués ont noté avec préoccupation le déclin des ressources financières allouées au secteur agricole. La Conférence a réclamé une hausse sensible des investissements à l'appui du développement agricole et rural. À cet égard, elle s'est déclarée encouragée par les résultats de la Conférence internationale sur le financement du développement tenue à Monterrey (Mexique) et a demandé instamment que des mesures soient prises pour accroître les ressources financières allouées au développement agricole et rural.

71. Les délégués se sont félicités des résultats positifs de la quatrième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce, tenue à Doha (Qatar), qui était prononcée en faveur de

⁵ APRC/02/6.

régimes commerciaux justes et équitables pour les produits agricoles, et ont exhorté les pays de la région à veiller à la mise en œuvre des principes importants adoptés à Doha. Plusieurs délégués ont suggéré d'axer les futures négociations commerciales et leur suivi sur l'amélioration de l'accès au marché, le traitement spécial et différentiel appliqué aux pays en développement et la réduction des subventions et d'autres mesures ayant un effet de distorsion sur les échanges.

72. Compte tenu de l'impact important des échanges internationaux sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance en milieu rural, les États Membres ont été instamment invités à participer à prendre une part active au prochain cycle de négociations sur l'agriculture pour promouvoir des accords justes et équitables. À cet effet, la Conférence a demandé à la FAO d'aider les pays à analyser les questions commerciales, à formuler et à mettre à jour leur législation commerciale et à faciliter le partage de l'information sur les négociations commerciales aux niveaux régional et sous-régional.

73. Reconnaissant la gravité de l'impact éventuel du changement climatique sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, la Conférence a instamment prié les organisations nationales et internationales d'intensifier leurs efforts de recherche pour identifier des moyens rationnels d'adapter l'agriculture aux changements climatiques.

74. Les délégués ont rappelé l'utilité des systèmes d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité (SICIAV) pour identifier et éradiquer l'insécurité alimentaire chronique. La Conférence a encouragé les États Membres à appuyer pleinement la mise en place des SICIAV. La FAO a été invitée à fournir un appui à ses États Membres pour la mise en place et le renforcement des SICIAV nationaux.

75. Les délégués ont reconnu les efforts faits par la FAO pour améliorer la sécurité alimentaire au niveau national, grâce à son soutien technique multidisciplinaire au Programme spécial pour la sécurité alimentaire.

76. La Conférence a examiné l'idée d'une "Coalition mondiale contre la faim" et a noté qu'une telle coalition pourrait raffermir la volonté politique de lutter contre la faim⁶. Les délégués ont reconnu la nécessité d'un engagement politique plus ferme, de ressources supplémentaires et d'une action déterminée pour réduire la faim, ainsi que les avantages découlant d'une meilleure coordination de l'effort. Certains délégués ont demandé des renseignements supplémentaires sur les modalités et les fonctions d'une éventuelle coalition mondiale et des précisions sur ses liens avec les efforts en cours. D'autres ont fortement appuyé l'idée d'une "Coalition mondiale contre la faim", estimant cette initiative particulièrement opportune pour accélérer la réduction de moitié du nombre de personnes sous-alimentées prévue pour 2015 au plus tard. À cet égard, la Conférence a déclaré attendre avec intérêt la poursuite des débats sur cette initiative à la prochaine session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) et lors du SMA: *cinq ans après*.

VII. RECHERCHE AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT: LIENS FAO-GCRAI

77. La Conférence a été informée de l'état actuel de la recherche agricole dans la région Asie-Pacifique et des liens existants entre la FAO et le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI) dans le domaine de la recherche agricole et de la mise au point de technologies⁷. Les principales questions traitées par le GCRAI étaient également au cœur des travaux de la FAO. Il était indispensable, par conséquent, d'assurer une synergie entre les deux organisations.

78. La Conférence a été informée des efforts faits par la FAO pour collaborer avec le GCRAI au niveau régional sur des questions hautement prioritaires, comme les systèmes de subsistance fondés sur le riz; l'intensification de l'élevage; les biotechnologies, la biosécurité et la biodiversité; les

⁶ APCR/02/6/Sup. 1.

⁷ APCR/02/INF/5.

échanges internationaux et l'OMC; et la préparation des interventions en cas de catastrophe, les opérations de secours et les préoccupations suscitées par les changements climatiques mondiaux.

79. Il a été signalé que les liens informels entre la FAO et le GCRAI au niveau régional étaient satisfaisants, mais qu'ils pourraient être améliorés, grâce à une institutionnalisation plus poussée et à une meilleure interaction entre le GCRAI et les commissions, associations et réseaux appuyés par la FAO.

VIII. CENTRE MONDIAL D'INFORMATION AGRICOLE (WAICENT)

80. La Conférence a été informée des faits nouveaux concernant le Centre mondial d'information agricole (WAICENT), programme stratégique de la FAO pour la gestion et la diffusion de l'information par l'intermédiaire du site Web de la FAO, de CD-ROM, de formats multimédia, etc.⁸. De plus, la FAO travaillait avec ses États Membres, dans le cadre de son programme de diffusion de WAICENT, à améliorer l'efficacité, la qualité et la pertinence de l'échange d'informations entre les différents groupes oeuvrant pour le développement agricole et la sécurité alimentaire. Dans la région Asie-Pacifique, le programme de diffusion de WAICENT aidait les États Membres à améliorer la gestion de l'information agricole. Les États Membres ont été instamment invités à participer à la prochaine consultation sur la gestion de l'information agricole qui doit se tenir en septembre 2002.

IX. CONCLUSIONS

Date et lieu de la vingt-septième Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique

81. Le Gouvernement de la République populaire de Chine a gracieusement informé la Conférence de son désir d'accueillir la vingt-septième Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique à Beijing, en 2004.

Adoption du Rapport

82. La Conférence a adopté à l'unanimité le projet de rapport présenté par le Rapporteur.

Clôture de la Conférence

83. Au nom du Gouvernement du Royaume du Népal, son Excellence M. Mahesh Acharya a remercié les participants de leur contribution constructive qui avait assuré le succès de la Conférence. En déclarant la Conférence close, il a noté qu'elle avait facilité l'émergence d'un consensus sur les stratégies, politiques et mesures nécessaires pour réduire de moitié le nombre de personnes sous alimentées avant 2015 et a encouragé les États Membres à continuer à échanger ces mêmes idées lors du prochain SMA: *cinq ans après*.

⁸ APCR/02/INF/6.

RÉUNION DES HAUTS FONCTIONNAIRES

13-15 mai 2002

I. INTRODUCTION

1. Ouverture de la Réunion des hauts fonctionnaires
2. Élection du Président et du Vice-Président et désignation du Rapporteur
3. Adoption de l'ordre du jour et du calendrier

II. POINTS À DÉBATTRE

4. Mise en valeur durable des montagnes dans la région Asie-Pacifique
5. Développement de l'élevage et des pêches à l'appui de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages et de la lutte contre la pauvreté dans la région Asie-Pacifique
6. Démarginalisation des ruraux pauvres de la région Asie-Pacifique
7. Préparation du SMA: *cinq ans après* – Dimensions régionales

III. POINTS INSCRITS À TITRE D'INFORMATION

8. Recherche agricole pour le développement: Liens FAO-GCRAI
9. Centre mondial d'information agricole (WAICENT)

IV. QUESTIONS DIVERSES

10. Autres questions

V. CONCLUSION

11. Adoption du rapport de la Réunion des hauts fonctionnaires
12. Clôture de la Réunion des hauts fonctionnaires

SESSION PLÉNIÈRE
16-17 mai 2002

I. INTRODUCTION

1. Cérémonie d'ouverture
2. Élection du Président et du Vice-Président et désignation du Rapporteur
3. Adoption de l'ordre du jour et du calendrier

II. DÉCLARATIONS

4. Allocation du Directeur général
5. Exposés nationaux et débat général sur la situation alimentaire et agricole dans la région
6. Rapport sur les activités de la FAO dans la région Asie-Pacifique (2000-2001)

III. POINTS À DÉBATTRE

7. Préparation du SMA: *cinq ans après* – Dimensions régionales
8. Rapport de la Réunion des hauts fonctionnaires

IV. QUESTIONS DIVERSES

9. Autres questions

V. CONCLUSION

10. Date et lieu de la vingt-septième Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique
11. Adoption du rapport (y compris le rapport de la Réunion des hauts fonctionnaires)
12. Clôture de la Conférence

ANNEXE B**LISTE DES DÉLÉGUÉS ET OBSERVATEURS****RÉUNION MINISTÉRIELLE**

Président: **MAHESH ACHARYA** (Népal)

Vice-Présidents: **MATIUR RAHMAN NIZAMI** (Bangladesh)
LYONPO KINZANG DORJI (Bhutan)
AJIT SINGH (Inde)
BUNGARAN SARAGIH (Indonésie)
SIENE SAPHANGTHONG (Laos)
ABOUL RASHEED HUSSAIN (Maldives)
JOHN SILK (Îles Marshall)
LEONARDO Q. MONTEMAYOR (Philippines)
TUISUCALETAUA ALIHMALAMANU SOFAFA AVEAU (Samoa)
HRH PRINCE ‘ULUKALA LAVAKA ATA (Tonga)

Rapporteur: **ELSA M. BAYANI** (Philippines)

RÉUNION DES HAUTS FONCTIONNAIRES

Président: **SURENDRA KUMAR SHRESTHA** (Népal)

Vice-Présidents: **IT NODY** (Cambodge)
HEMENDRA KUMAR (Inde)
FUSI CAGINAVANUA (Fiji)
DATO ABI MUSA ASAARI BIN MOHAMED NOR (Malaisie)
FREDERICK MULLER (Îles Marshall)
HAFEEZ RANDHAWA (Pakistan)
AKAU’OLA (Tonga)

Rapporteur: **FREDERICK MULLER** (Îles Marshall)

ÉTATS MEMBRES DE LA RÉGION**AUSTRALIE****Délégué:**

Crispin **CONROY**
 Ambassador, Australian Embassy, Nepal

BANGLADESH**Délégué:**

Matiur Rahman **NIZAMI**
 Minister of Agriculture

Suppléant:

Golam **SARWAR**
 Chargé d'affaires
 Bangladesh Embassy, Nepal

BHOUTAN**Délégué:**

Lyonpo Kinzang **DORJI**
 Minister of Agriculture

Suppléant:

Choni **DENDUP**
 Chief Marketing Officer
 Policy and Planning Division
 Ministry of Agriculture

CAMBODGE**Délégué:**

It **NODY**
 Undersecretary of State
 Ministry of Agriculture, Forestry & Fisheries

Suppléant:

Sun **HEAN**
 Assistant to the Minister
 Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries

CHINE**Délégué:**

QI JINGFA
 Vice Minister of Agriculture

Suppléants:

WU CONGYONG
 Ambassador, Chinese Embassy, Nepal

LI ZHENG DONG
 Deputy Director-General
 Department of International Cooperation

TANG SHENYAO
Vice Director
Department of International Cooperation

KONG LIANG
Secretary

CHANG HAITAO
P.A. to Ambassador of Nepal

YE TINGKE
Interpreter

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE DE CORÉE

Délégué:

Su Chang **YUN**
Secretary-General
National FAO Committee
Ministry of Foreign Affairs

Suppléant:

Sun Won **JONG**
National FAO Committee
Ministry of Foreign Affairs

FIDJI

Délégués:

Fusi **CAGINAVANUA**
Permanent Secretary
Ministry of Agriculture, Sugar and Land Resettlement

Mr. Sakiusa **TUBUNA**
Principal Economic Planning Officer
Ministry of Agriculture

INDE

Délégué:

Ajit **SINGH**
Minister of Agriculture

Suppléants:

Hemendra **KUMAR**
Special Secretary,
Department of Agriculture and Cooperatives

Prabhat **KUMAR**
Personal Secretary to Agriculture Minister

Jayat **SRIVASTAVA**
Secretary of Agriculture and Cooperation
Ministry of Agriculture

Panjab **SINGH**
 Secretary (DARE) and DG (ICAR)
 Ajender Bhagat **NEGI**
 Deputy Commissioner
 Department of Animal Husbandry and Dairying
 Ministry of Agriculture

Ashok Kumar **MOHAPATRA**
 Joint-Secretary (Food)
 Ministry of CA, Food &PD

Edwin **MAJHI**
 Deputy Secretary
 Ministry of Agriculture

M.K.R. **NAIR**
 Fisheries Dev. Commissioner
 Department of Animal Husbandry &Dairying
 Ministry of Agriculture

I.P. **SINGH**
 Ambassador
 Embassy of India, Nepal

V.Venkateswara **RAO**
 First Secretary
 Embassy of India, Nepal

C.G **RAO**
 First Secretary
 Embassy of India, Nepal

Ashok **KUMAR**
 DCM
 Embassy of India, Nepal

INDONÉSIE
Délégué:

Bungaran **SARAGIH**
 Minister of Agriculture

Suppléants:

Nasaruddin M.**KORO**
 Adviser
 Ambassador to Myanmar and Nepal

Achmad **SURYANA**
 Director General of the Agency for Food Security
 Ministry of Agriculture

P. Natigor **SIAGIAN**
 Head of Bureau of International Cooperation
 Ministry of Agriculture

Tjuk Eko Hari **BASUKI**
Secretary of Agency for Food Security
Ministry of Agriculture

ANDRADJATI
Director for Commodity and Standardisation
Ministry of Foreign Affairs

Farid Hasan **BAKTIR**
Head of Division
United Nations Cooperation for Food and Agriculture
Bureau of International Cooperations
Ministry of Agriculture

Stephanus M. **SUWARYANTO**
Minister Counsellor
Indonesian Embassy, Yangon

Sunggul **SINAGA**
Agriculture Attache, Rome

Abdul **BASIT**
Expert team of Ministry for Agriculture

Ishaka HAJI **MUSTAMIN**
Agricultural Attache in Japan
Ministry of Agriculture

JAPON
Délégué:

Hiromi **IWANAGA**
Parliamentary Secretary
for Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries

Suppléants:

Yoshitomo **KINOSHITA**
Director, International Cooperation Division
General Food Policy Bureau
Ministry of Agriculture and Fisheries

Hiroshi **OGATA**
Secretary to the Parliamentary Secretary
for Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries

Nobuo **KATO**
Director for International Agricultural Organizations
International Cooperation Division
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries

Yukio **KAWAUCHI**

Deputy Director
International Cooperation Division
General Food Policy Bureau
Ministry of Agriculture and Fisheries

Hideo **OSAWA**

Assistant Director, International Cooperation Division
General Policy Bureau
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries

Toru **SUDO**

Section Chief, International Cooperation Division
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries

Satoru **KOMUTA**

Section Chief, International Cooperation Division

Masahiko **HORI**

Director (UNFCCC Affairs)
International Forestry Cooperation Office
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries

Kenichi **SAITO**

Assistant Director, Developing Economies Division
Economic Affairs Bureau
Ministry of Foreign Affairs

Keiko **TOMINAGA**

Interpreter

Takamichi **OKABE**

Minister, Embassy of Japan

Hiroshi **TOTTORI**

Third Secretary, Embassy of Japan

Masato **ITO**

Permanent Representative of FAO
Embassy of Japan

Shoji **SATO**

Sr. Assistant, Developing Economies Division
Economic Affairs Bureau, Ministry of Foreign Affairs

RÉPUBLIQUE DE CORÉE

Délégué:

Jung-Ho **KIM**

Assistant Minister for Planning & Management,
Minister of Agriculture and Forestry

Suppléants:

Joo-Ho **SONG**
 Director, Multi-lateral Cooperation Division,
 Ministry of Agriculture and Forestry

Eung-Bon **KIM**
 Deputy Director, Multilateral Cooperation Division
 Ministry of Agriculture and Forestry

Kyeong-Kyu **KIM**
 Diplomat, Ministry of Agriculture

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO**Délégué:**

Siene **SAPHANGTHONG**
 Minister of Agriculture and Forestry

Suppléant:

Phuoangparisack **PRAVONGVIENGKHAM**
 Deputy Permanent Secretary,
 Ministry of Agriculture and Forestry

MALAISIE**Délégué:**

Hon. Dato' Haji Abu Bakar **BIN TAIB**
 Parliamentary Secretary
 Ministry of Agriculture
 Malaysia

Suppléants:

Dato' Ábi Musa Asa ári bin **MOHAMED NOR**
 Secretary General, Ministry of Agriculture

Dato' **HASHIM BIN AHMAD**
 Director-General, Department of Fisheries

Roseley bin **DATO'KHALID**
 Agricultural Attache
 Malaysia's Alternate Permanent Representative to FAO

Dr. Abu Hassan bin **MUHAMMAD ALI**
 Deputy Director, Planning and Development
 Department of Veterinary Services

Wan Azizah **WAN JAFFAR**
 Principal Assistant Secretary
 International Unit, Ministry of Agriculture

Khairuddin **TAHIR**
 Director, Ministry of Agriculture

MALDIVES**Délégué:**

Mr Aboul Rasheed **HUSSAIN**
Minister of Fisheries, Agriculture and Marine Resources

Suppléants:

Mohamed **ZUHAIR**
Assistant Director-General
Min. of Fisheries, Agriculture and Marine Resources

ÎLES MARSHALL**Délégué:**

John **SILK**
Minister of Resources and Development
Ministry of Resources and Development

Suppléant:

Frederick **MULLER**
Secretary of Resources and Development
Ministry of Resources and Development

MYANMAR**Délégué:**

U Nay **WIN**
Ambassador
Myanmar Embassy
Népal

Suppléants:

U Tin **YU**
First Secretary
Myanmar Embassy, Nepal

U Kyi **WIN**
Deputy Director
Department of Agricultural Planning
Ministry of Agriculture & Irrigation

NEPAL**Délégué:**

Mahesh **ACHARYA**
Minister of Agriculture and Cooperatives

Suppléants:

Laxman Prasad **MEHTA**
State Minister for Agriculture & Cooperatives

Jagdish **POKHREL**
Member, National Planning Commission

Bishwo Bandhu **GAUTAM**
Co-Chairman, National Cooperative Development Board

Surendra Kumar **SHRESTHA**

Act Secretary, Ministry of Agriculture & Coops

Asheswor **JHA**

Joint Secretary, Ministry of Agriculture & Coops

Shyam Sunder **SHARMA**

Jt Secretary, Ministry of Agriculture & Cooperatives

Ganesh Kumar **K.C.**

Joint Secretary, Ministry of Agriculture & Coops

Suresh Kumar **VERMA**

Joint Secretary, Ministry of Agriculture & Coops

Krishna Bahadur **SHRESTHA**

Member Secretary, Natl Agriculture Res & Dev Fund

Ministry of Agriculture & Coops

Shukra Kumar **PRADHAN**

Chief, Agri. Information & Communication Centre

Kaushal Kishor **LAL**

Chief Seed Dev Officer, Seed Quality Control Centre

Bhairab Raj **KAINI**

DG, Department of Agriculture

Shiva Sunder **SHRESTHA**

Programme Director, Agri. Ext. & Training Directorate

Krishna Kumar **SHRESTHA**

Programme Director, Crop Dev. Directorate

Lok Nath **DEVKOTA**

Programme Director, Fruits Development Directorate MOAC

Surath Babu **ARYAL**

Programme Director, Vegetable Development Directorate

Dharani Man **SINGH**

Act. Programme Director, Fisheries Development Directorate

Ram Chandra Prasad **AGRAHARI**

Programme Director, Economic Analysis & Statistics Directorate

Krishna Kumar **SHRESTHA**

Programme Director, Plant Protection Directorate

Bharat Prasad **UPADHAYA**

Project Coordinator, Agri. Research & Ext. Project

Tek Bahadur **THAPA**

Regional Director, Regional Agriculture Directorate Kathmandu

Shuva Narayan **MAHATO**

DG. Department of Livestock

Dhana Raj **RATALA**
Programme Director, Directorate of Animal Health

Suvarna Kaji **SHAKYA**
Programme Director, Livestock Ext. & Training Directorate

Braja Kishor Prasad **SAHA**
Programme Director, DLP, DLS, MOAC

Dhruva Raj **NEUPANE**
Dep. Registrar, Department of Cooperatives MOAC

Nanda Prasad **SHRESTHA**
Director (Livestock & Fisheries)
Nepal Agriculture Research Council

Dular Chand Sahu **PATHIK**
Director (Crop & Horticulture)
Nepal Agriculture Research Council

Damodar Prasad **PARAJULI**
Joint Secretary
Ministry of Forest & Soil Conservation

Mohan Prasad **WAGLEY**
Joint Secretary, MOFSC

Sharad Kumar **RAI**
DG, Department of Forest & Watershed

Madhav Prasad **GHIMIRE**
Jt. Secretary (Foreign Aid Div.)
Ministry of Finance

Gyan Chandra **ACHARYA**
Acting Secretary
Ministry of Foreign Affairs

Ram Bhakta P. B. **THAKUR**
Under Secretary
Ministry of Forest & Soil Conservation

Tej Bahadur **K.C.**
Dean
Institute of Agriculture & Livestock Science

Gyan **P. SHARMA**
Under Secretary
National Planning Commission

Krishna Prasad **PANT**
Economist, Ministry of Agriculture & Cooperatives

Madhab **KARKEE**
 Assistant Economist
 Ministry of Agriculture & Cooperatives

NOUVELLE-ZÉLANDE

Délégué:

John **WRIGHT**, M.P.
 Parliamentary Under-Secretary
 Ministry for Economic Development

Suppléants:

Neil **FRASER**
 Manager, International Liaison
 Ministry of Agriculture & Forestry

Philip **LYTH**

Private Secretary
 Ministry for Economic Development

PAKISTAN

Délégué:

Hafeez **RANDHAWA**
 Federal Secretary
 Ministry of Food, Agriculture and Livestock

PHILIPPINES

Délégué:

Leonardo Q. **MONTEMAYOR**
 Secretary of Agriculture
 Department of Agriculture

Suppléants:

Cecilia Q. **ASTILLA**
 Director, Project Development Service
 Department of Agriculture

Elsa M. **BAYANI**
 Executive Director, National Nutrition Council
 Department of Agriculture

SAMOA

Délégué:

Tuisucaletaua Aliimalemanu Sofafa **AVEAU**
 Minister of Agriculture, Forests, Fisheries & Meteorology

Suppléant:

Tiatia Faleupolu **TEVITA**
 Assistant Director
 Ministry of Agriculture, Forests, Fisheries and Meteorology

SRI LANKA

Délégué:

Dhanasena **HETTIARACHCHI**
 Additional Secretary
 Ministry of Agriculture

THAÏLANDE**Délégué:**

Petipong **PUNGBUN NA AYUDHYA**
 Permanent Secretary
 Ministry of Agriculture and Cooperatives

Suppléants:

Adisak **SREESUNPAGIT**
 Secretary-General, Office of Agricultural Economics
 Ministry of Agriculture and Cooperatives

Utai **PISONE**
 Assistant Permanent Secretary
 Ministry of Agriculture and Cooperatives

Pinit **KORSIEPORN**
 Director, Foreign Agricultural Relations Division
 Ministry of Agriculture and Cooperatives

Saowaluck **SUPAKAMONSENEE**
 Policy and Plan Analyst
 Ministry of Agriculture and Cooperatives

Yupadee **HEMARAT**
 Foreign Relations Officer
 Ministry of Agriculture and Cooperatives

TONGA**Délégué:**

HRH Prince ‘Ulukalala **LAVAKA ATA**
 Prime Minister
 Minister of Agriculture and Forestry
 Minister of Fisheries

Suppléants:

Haniteli **FA’ANUNU**
 Director
 Ministry of Agriculture and Forestry

‘AKAU’OLA
 Secretary
 Ministry of Fisheries

ÉTATS-UNIS D’AMÉRIQUE**Délégués:**

Richard **John HUGHES**
 International Relation Advisor FAO LIAISON
 U S Department of Agriculture

Rose Susan **BERSTEIN**
 Agricultural Development Policy Officer
 Bureau of International Organization Affairs
 Department of State

OBSERVATEURS D'ÉTATS MEMBRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

SAINT SIÈGE

Lorenzo **BALDISSERI**
Apostolic Nuncio in India
Secretariat of State
Ministry of Foreign Affairs
Vatican City

Ante **JOZIC**
Second Secretary
Secretariat of State
Ministry of Foreign Affairs
Vatican City

Jyoti **KHANAL**
Adviser Kathmandu

Silas **BOGATI**
Member
Secretariat of State
Ministry of Foreign Affairs
Vatican City

PAYS-BAS

Arnold **PARZER**
Agricultural Counsellor
Netherlands Embassy
India

Subarna **RAI**
Project Coordinator
NV Nepal

REPRÉSENTANTS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET DE SES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES

Bureau international du travail (BIT)

Zahir **SADEQUE**
Chief Technical Adviser
ILO Kathmandu Area Office

Fond des Nations Unies pour la population (FNUAP)

J. Bill **MUSOKE**
UNFPA Representative in Nepal

Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)

Michel Jacques **DUPOIZAT**
Representative, Branch Office, Nepal

Programme alimentaire mondial (PAM)

Douglas **COUTTS**
Country Director in Nepal

Organisation météorologique mondiale (OMM)

Madan **SHRESTHA**
Deputy- Director General in Nepal

OBSERVATEURS D'ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

(i) Organisations intergouvernementales ayant des relations officielles avec la FAO

Programme de coopération dans le domaine de l'environnement pour l'Asie (SACEP)

Mahboob **ELAHI**
Director-General

(ii) Organisations intergouvernementales n'ayant pas de relations officielles avec la FAO

Centre de développement rural intégré pour l'Asie et le Pacifique (CIRDAP)

Mya **MAUNG**
Director-General

Centre de développement des pêches de l'Asie du Sud-Est (SEAFDEC)

Panu **TAVARUTMANEEGUL**
Secretary-General and Training Department Chief

**OBSERVATEURS D'ORGANISATIONS INTERNATIONALES NON
GOUVERNEMENTALES (OING)**

(i) OING dotées du statut consultatif auprès de la FAO

International Water Management Institute (IWMI)

Dhruba **PANTA**
Research Coordinator

ICRISAT

William **DAR**
Director-General

Suresh **PANDE**
Principal Scientist

C.L.L. GOWDA
Project Leader

Alliance coopérative internationale (ACI)

Brahma Dev **SHARMA**
Director, ICA Regional Office

Fédération mondiale des anciens combattants (FMAC)

Sridhar Shamsheer **J.B. RANA**
President, Nepal National Ex-servicemen's Association

Dipta **P. SHAHA**
Vice President

Hem B. **KARKI**
Secretary General, Nepal National Ex-servicemen's Association

Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge (CRICR)

Badri **KHANAL**
Additional Executive Director
Nepal Red Cross

(ii) OING dotées du statut consultatif spécial auprès de la FAO

Consumers International Regional Office for Asia & Pacific (CIROAP)

Alice Escalante **DE CRUZ**
Programme Officer
Consumer International, Malaysia

Centre international de mise en valeur intégrée des montagnes (ICIMOD)

James Gabriel **CAMPBELL**
Director-General

D.B. **BHADRA**
Director of Programmes

E. **SHARMA**
Head, Mountain Farming Systems

Pradeep **TULACHAN**
Assistant Economist

Union mondiale pour la nature (IUCN)

Mahesh **BANSKOTA**
Country Representative, Nepal

Union internationale des instituts de recherches forestières (IUFRO)

Shesh **Bhattarai**
 Director-General
 Dept. of Forest Research & Survey
 Ministry of Forest & Soil Conservation

Association mondiale de zootechnie (WAAP)

Yano **HIDEO**
 Prof. Graduate School of Agriculture, Kyoto University

(iii) OING dotées du statut de liaison avec la FAO

Association internationale du droit des eaux (IAWL)

Indra **LOHANI**
 Advocate, Legal Research Association Nepal

Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique (IFOAM)

Prabha **MAHALE**
 Member, World Board IFOAM

Pesticide Action Network for Asia & the Pacific (PAN-RC)

Sarojeni **RENGAM**
 Executive Director

Corazon **DE JESUS**
 Technical Officer
 PAN-AP/SEARICE

(iv) OING n'ayant pas de relations officielles avec la FAO

Asian Institute for Rural Development (AIRD)

G. Ram **AGARWAL**
 Vice Chairman

Association des offices de commercialisation des produits alimentaires de l'Asie et du Pacifique (AFMA)

M. R. **SATYAL**
 Executive Director

Association des institutions de recherche agricole de l'Asie et du Pacifique (APAARI)

Raghu Nath **SAPKOTA**
 Executive Director

Organisation asiatique de productivité (APO)

Kunio **TSUBOTA**
 Director
 Agriculture Department

REPRÉSENTANTS D'ONG/OSC

Gauri **PRADHAN**
NGO Federation of Nepal

Indra Mani **UPRETI**
Nepal Trade Union Congress

Prem **DANGAL**
All Nepal Peasant Association

Bhanu Bhakta **SIGDEL**
Nepal Peasant Union

Arjun **KARKI**
President
Rural Reconstruction Nepal

Yamuna **GHALE**
NAFOSS
c/o Action Aid Nepal

Padma Pd. **ARYAL**
General Secretary
NFIWUAN

Kalyani **SHAH**
President
SEWA Nepal

Dilli Devi **SHAKYA**
Vice-President
FBPWN Nepal

Wilfred **D'COSTA**
Secretary (Coordination)
INSAF, India

Rachael **POLESTICO**
Deputy Director
SEARSOLIN, Philippines

Anil K. **SINGH**
Executive Secretary
VANI, India

Dwi **ASTUTI**
Executive Director
Bina Desa, Indonesia

Indrani **THURASINGHAM**
Executive Director
SEACON, Malaysia

T.M.J. Sarath **EFERNANDO**
Director
MONLAR Sri Lanka

Haekyung **PARK**
Vice-President
CACPK Korea

Kaveri **DUTT**
Executive Director
IMSE, India

Shanta Lal **MULMI**
General Secretary
NGO Federation of Nepal

AUTRE REPRÉSENTANT D'ONG

Yoshihiro **SUZUKI**
Expert, JICA
Department of Irrigation, Nepal

SECRÉTARIAT DE LA CONFÉRENCE

1. T. C. **TI**
Conference Secretary
2. W. **RUDDER**
Conference Affairs Officer
3. P.B. **DURST**
Reports Officer
4. D. **DE VLEESCHAUWER**
Information Officer
5. K. **MCKEEN**
Information Technology Officer
6. Ms. Cristina **SRIRATANA**
Registration Officer
7. Ms. Ma. Theresa **RATTANA-AREEYAGON**
Documents Officer

PERSONNEL DE LA FAO

1. Jacques **DIOUF**
Director-General
2. R.B. **SINGH**
Assistant Director-General and
Regional Representative for Asia and the Pacific

3. **V. FUAVAO**
Sub-regional Representative
SAPA
4. **N.M. HLA**
Chief
RAPX, Bangkok
5. **D.B. ANTIPORTA**
Senior Policy Adviser
RAP, Bangkok
6. **H.G. WAGNER**
Animal Production Officer
RAP, Bangkok
7. **P. MUDBHARY**
Policy Officer
RAP, Bangkok
8. **S. FUNGE-SMITH**
Aquaculture Officer
RAP, Bangkok
9. **M. RIGGS**
Information Specialist
RAP, Bangkok

ANNEXE C**LISTE DES DOCUMENTS**

APRC/02/1	Ordre du jour provisoire annoté
APRC/02/2	Mise en valeur durable des montagnes dans la région Asie-Pacifique
APRC/02/3	Développement de l'élevage et des pêches à l'appui de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages et de la lutte contre la pauvreté dans la région Asie-Pacifique
APRC/02/4	Démarginalisation des ruraux pauvres de la région Asie-Pacifique
APRC/02/5	Rapport sur les activités de la FAO dans la région Asie-Pacifique (2000-01)
APRC/02/6	Préparation du SMA: <i>cinq ans après</i> – Dimensions régionales
APRC/92/6/Sup.1	Note sur la Coalition mondiale contre la faim

SÉRIE INF

APRC/02/INF/1	Note d'information
APRC/02/INF/2	Calendrier provisoire
APRC/02/INF/3	Liste provisoire des documents
APRC/02/INF/4	Allocution du Directeur général
APRC/02/INF/5	Recherche agricole pour le développement: liens FAO-GCRAI
APRC/02/INF/6	Centre mondial d'information agricole (WAICENT)

SÉRIE OD

APRC/02/OD/1	Programme des séances
APRC/02/OD/2	Programme des séances
APRC/02/OD/3	Programme des séances
APRC/02/OD/4	Programme des séances
APRC/02/OD/5	Programme des séances

ALLOCUTION D'OUVERTURE DE
M. SHER BAHADUR DEUBA, PREMIER MINISTRE

C'est un honneur pour le Népal d'accueillir à Katmandou la vingt-sixième Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique. Nous sommes heureux également que cette réunion ait lieu juste avant le Sommet mondial de l'alimentation: cinq ans après, qui doit se tenir à Rome le mois prochain. C'est donc un plaisir pour moi d'inaugurer cette auguste assemblée de personnalités distinguées de la région Asie-Pacifique et de vous souhaiter la bienvenue au Népal. Je vous souhaite à tous un agréable et confortable séjour à Katmandou.

La Conférence régionale a des questions importantes à traiter. Améliorer la nutrition, le niveau de vie des populations et la productivité agricole est aujourd'hui plus indispensable que jamais, mais surtout pour cette région qui abrite la majorité des personnes sous-alimentées du monde. Les objectifs fondamentaux de la FAO énoncés dès sa création, il y a une cinquantaine d'années, n'ont rien perdu de leur pertinence. Nous ne pouvons qu'apprécier les efforts collectifs faits par la communauté internationale et les initiatives salutaires de la FAO pour réduire le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde. Mais il n'est guère réjouissant d'apprendre que près de 800 millions de personnes souffrent encore de la faim à l'aube du XXI^e siècle. Nous devrions redoubler d'efforts pour garantir l'accès de tous à une nourriture suffisante et saine et affermir notre résolution à cet égard. Alors même que la lutte mondiale contre le terrorisme continue, il n'est pas moins urgent de faire la guerre à la pauvreté et à la faim. La communauté mondiale doit s'engager à nouveau avec le plus grand sérieux à débarrasser le monde du fléau de la faim. Compte tenu des progrès stupéfiants faits par l'humanité au fil des siècles, il est choquant que nous ne soyons pas encore à même de nous nourrir, alors même que nous avons suffisamment de nourriture pour nourrir la population mondiale tout entière. C'est un problème de conscience. Je suis convaincu que nos délibérations permettront d'approfondir ces questions fondamentales.

Des débats sur un large éventail de questions ayant trait à la sécurité alimentaire, à la lutte contre la pauvreté rurale, à la démarginalisation des ruraux pauvres et à la mise en valeur durable des montagnes de la région donneront un sens supplémentaire à cette réunion. Il s'agit de questions importantes pour la région, qui abrite la plus forte concentration de populations pauvres et sous-alimentées. L'amélioration de leur qualité de vie ne peut que changer la face de la région dans son ensemble. En tant que pays montagneux, nous sommes heureux de noter que la mise en valeur durable des montagnes est également à l'ordre du jour. La célébration de l'Année internationale de la montagne est pour nous un motif de satisfaction. Nous sommes particulièrement conscients des bienfaits des montagnes: moyens de subsistance, biodiversité, beauté des paysages et solide culture. Pourtant, leur fragilité impose la plus grande précaution et une utilisation durable. Nos efforts doivent viser à trouver un équilibre délicat entre ces divers aspects.

Nous nous sommes tous engagés à assurer la sécurité alimentaire de tous et à diminuer de moitié le nombre de personnes sous-alimentées pour 2015 au plus tard. Si plusieurs pays de la région ont fait des progrès considérables en ce sens, beaucoup d'autres en ont été empêchés par diverses raisons internes et externes. Ce noble objectif doit être poursuivi avec le plus grand sérieux. Il faut renforcer la capacité interne des pays, avec le soutien formel et la solidarité de la communauté internationale. Le partage équitable des avantages de la mondialisation et le respect par les pays développés de leur engagement à fournir une assistance aux pays en développement permettraient, dans une large mesure, d'assurer la sécurité alimentaire de tous et de remédier au dénuement.

Je souhaite également saisir cette occasion pour féliciter M. Jacques Diouf de sa clairvoyance et de sa direction éclairée face à l'insécurité alimentaire mondiale. Je me souviens avec plaisir

que le Népal a été l'un des trois premiers pays de la région à bénéficier du Programme spécial pour la sécurité alimentaire. Le rôle de chef de file de la FAO dans l'organisation d'une coalition mondiale contre la faim et la mobilisation de la volonté politique et des ressources nécessaires pour atteindre les objectifs du Sommet mondial de l'alimentation mérite notre reconnaissance.

Des approvisionnements sûrs et l'accès de tous à une alimentation saine et nutritive constituent une priorité nationale pour le Népal. La nourriture est indispensable à la survie et le droit à l'alimentation est un droit fondamental de l'homme. Le gouvernement du Royaume du Népal fait siens les objectifs du Sommet mondial de l'alimentation et de son Plan d'action. La sécurité alimentaire signifie aussi de meilleurs moyens de subsistance pour les populations rurales et la gestion durable des ressources naturelles. La sécurité des approvisionnements est un moyen d'éliminer la pauvreté et la faim. Le renforcement de la productivité agricole et une meilleure distribution de la production sont des armes cruciales dans notre combat contre la faim.

Il ne fait pas de doute que l'injustice économique et d'autres formes de misère ont leur origine dans la pauvreté. Or, la faim est la manifestation extrême de la pauvreté. J'estime donc que l'éradication de la faim est une première étape indispensable pour parvenir à la sécurité alimentaire et élargir les possibilités offertes aux populations démunies d'améliorer leur situation. C'est dans cet esprit qu'au onzième Sommet de l'Association de l'Asie du Sud, pour la coopération régionale, qui s'est tenue à Katmandou, les États Membres se sont déclarés fermement résolus à lutter contre la faim avec un nouveau sentiment d'urgence. Ils ont également donné un rang de priorité élevé au développement du secteur agricole et à la sécurité alimentaire des populations d'Asie du Sud, conformément aux objectifs du Sommet mondial de l'alimentation et aux objectifs de développement pour le Millénaire. En tant que Président en exercice de l'ASACR, le Népal s'emploiera à ce que ces objectifs deviennent.

Avec ces quelques mots, je déclare la Conférence ouverte et vous souhaite des délibérations animées et productives sur toutes les grandes questions que vous aurez à examiner au cours des deux prochains jours.

Je vous remercie.

ANNEXE E**ALLOCUTION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL**

C'est pour moi un privilège et un insigne honneur que de prendre la parole à cette vingt-sixième Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique qui se tient à Katmandou. Dans cette "Cité des Temples" de 2 000 ans, l'hospitalité de la population est à la mesure des montagnes qui l'entourent. Nous sommes, au propre comme au figuré, sur le "sommets du monde" pour nous livrer à des réflexions sur des questions importantes comme la sécurité alimentaire ou le développement agricole et rural durable. Cette réunion qui se tient dans l'Himalaya a également une forte valeur de symbole puisque les Nations Unies ont proclamé 2002 "Année de la montagne".

Je tiens à remercier le Gouvernement du Royaume du Népal qui nous a invité à tenir la Conférence dans ce pays. Mes remerciements vont tout particulièrement au Premier Ministre du Népal, Son Excellence Sher Bahadur Deuba, qui par sa présence à cette cérémonie d'ouverture témoigne de la priorité élevée que le Gouvernement du Royaume du Népal accorde à la lutte contre la pauvreté, à la nutrition et à la sécurité alimentaire.

(Situation de l'alimentation et de l'agriculture dans le monde)

La présente Conférence régionale a lieu dans un contexte économique, social et politique mondial en pleine évolution.

La Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui s'est tenue à Doha en novembre dernier, a créé le cadre pour une évolution vers plus d'équité du commerce international des produits agricoles. Au cours des prochaines années, la mondialisation et la libéralisation des échanges, pour les produits agricoles, les mouvements des capitaux et le transfert de technologies devraient s'effectuer selon des modalités qui permettent aux pays développés comme à ceux en développement d'améliorer les conditions de vie de leur population. Pour l'agriculture notamment, il est essentiel que ces nouvelles négociations au sein de l'OMC offrent aux pays en développement des possibilités accrues de participer aux échanges mondiaux, sur une base plus équitable. La FAO va continuer à mettre à la disposition de ses États Membres les analyses et les informations nécessaires pour renforcer la capacité technique des négociateurs spécialisés dans le commerce des produits agricoles.

Au cours des deux dernières années, la performance de l'agriculture, le secteur dominant des économies des régions pauvres qui emploie plus de 70 pour cent de la population économiquement active dans les pays les moins avancés, a été plutôt modeste. Le taux de croissance annuel de la production agricole mondiale est tombé à 1,2 pour cent en 2000 et 0,6 pour cent en 2001, le plus bas depuis 1993 et en fort recul par rapport aux 2,6 pour cent de 1999.

La production mondiale de céréales est tombée en 2001 à 1 850 millions de tonnes, soit 1,2 pour cent de moins que l'année précédente. Divers facteurs ont contribué à cette contraction: les catastrophes naturelles et le faible niveau des prix au cours des dernières années ainsi que les politiques gouvernementales visant à réduire une offre surabondante.

Les prévisions indiquent que l'utilisation mondiale de céréales en 2001/02 devraient dépasser la production pour la deuxième année consécutive, s'établissant à 1 935 millions de tonnes, chiffre supérieur de 1,7 pour cent à celui de la campagne précédente.

Il est toutefois important de signaler que l'Australie, l'Union européenne et l'Amérique du Nord ont des excédents vivriers considérables pour l'exportation (pour une valeur totale de

36 milliards de dollars E.-U.) et sont probablement en mesure d'augmenter sensiblement leur production vivrière. En revanche, dans les pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV), la production alimentaire n'est pas suffisante pour satisfaire les besoins des populations et ces pays n'ont ni les moyens ni les ressources financières pour combler le déficit par le biais des importations.

Entre-temps, les cours des produits agricoles ont continué à fléchir. Les prix des céréales ont baissé en tout de 43 pour cent alors que les cours des matières grasses ont fléchi de 35 pour cent.

Encore aujourd'hui, environ 815 millions de personnes souffrent de sous-alimentation dans le monde, dont 777 millions dans les pays en développement, 27 millions dans les pays en transition et 11 millions dans les pays industrialisés. L'amélioration enregistrée dans certains pays et régions du monde en développement, notamment en Asie de l'Est, est ainsi neutralisée par une détérioration de la situation dans d'autres régions, en particulier en Afrique subsaharienne, en Amérique centrale et dans les Caraïbes.

Le fossé entre production et besoins dans les régions à déficit vivrier continuera à se creuser à moins que l'investissement en milieu rural augmente permettant un accroissement de l'emploi, des revenus, de la productivité et de la production. Aussi longtemps que la faim et la malnutrition ne régresseront pas, il sera difficile, voire impossible, d'obtenir des résultats sensibles et durables dans d'autres domaines essentiels de la lutte contre la pauvreté, tels que la santé et l'éducation.

(Situations d'urgence)

De nombreux pays ont continué à souffrir de pénuries alimentaires causées par des catastrophes naturelles. Depuis la fin de l'année dernière, 62 millions de personnes vivant dans 33 pays étaient confrontées à des crises alimentaires. Il semble toutefois que la fréquence relative des crises ait évolué au cours des trente dernières années. En effet, dans les années 70 et 80, les crises alimentaires étaient principalement dues à des facteurs naturels alors qu'au cours des dernières années, elles avaient souvent pour cause des catastrophes causées par l'homme.

Dans un tel contexte, la FAO a un rôle de plus en plus important à jouer, car elle doit d'abord évaluer la situation de l'alimentation et de l'agriculture, puis définir les besoins d'aide alimentaire et informer la communauté internationale, grâce au Système mondial d'information et d'alerte rapide qui fonctionne notamment en collaboration avec le Programme alimentaire mondial.

(Autres crises)

La viabilité à long terme de l'agriculture intensive dans les pays développés suscite certaines craintes et pose quelques questions. Les épidémies d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) et de fièvre aphteuse, la salmonellose et les infections par l'*E. coli* mutant et résistant aux médicaments conduisent à une nouvelle perception des consommateurs quant aux conséquences d'une progression incontrôlée vers l'intensification, la maximisation des rendements et la réduction des coûts.

Par ailleurs, les modifications génétiques des cultures vivrières et des animaux soulèvent aussi de vives controverses. Si elles ne sont pas aujourd'hui nécessaires pour atteindre les objectifs du Sommet mondial de l'alimentation de 1996, les OGM offrent de grandes possibilités de nourrir une population mondiale en expansion. Leur mise au point et leur application devront être suivies de façon scientifique et dans un cadre international. Il sera ainsi possible de bénéficier des aspects positifs, tout en évitant des effets pervers possibles sur la santé humaine et l'environnement.

(Situation de l'alimentation et de l'agriculture dans la région)

Contrairement à ce qu'il se passe dans d'autres régions du monde, les résultats du secteur agricole sont restés assez bons dans la région. Au cours des dix dernières années, l'indice de la

production agricole brut est passé de 100 à 143 et l'indice de la production vivrière, de 101 à 146. Ces deux résultats sont nettement meilleurs que ceux enregistrés dans les autres régions du monde.

Des résultats exceptionnels ont été enregistrés dans les domaines de la production laitière, de l'élevage, de l'horticulture, de la fruiticulture et de l'aquaculture. La production régionale a progressé à un rythme spectaculaire dans ces secteurs, variant de 4 à 13 pour cent par an au cours des dix dernières années. La région a également enregistré de bons résultats en ce qui concerne les matières premières, y compris les cultures oléagineuses et le caoutchouc avec un taux de croissance de la production dépassant 2,5 pour cent par an. Dans le sous-secteur des boissons, les résultats ont été inégaux. Comme la base de départ était modeste, la production de café a progressé de 6,7 pour cent par an au cours des dix dernières années. La production de thé a augmenté légèrement, mais celle de cacao a stagné. La production de céréales, de racines et tubercules et de légumineuses a été supérieure à la croissance démographique au cours de la dernière décennie.

Dans le secteur forestier, les tendances ont été contradictoires. Les incendies allumés pour défricher les terres ont détruit de vastes superficies. Par ailleurs, les progrès réalisés en matière de gestion forestière, grâce à des méthodes appuyées par la FAO comme l'action participative, la certification des produits, l'exploitation forestière à impact réduit et les codes d'usages ont été réguliers, quoique lents.

Les pêches jouent un rôle important dans la région. En 1990, 84 pour cent des pêcheurs du monde entier vivant exclusivement de cette activité étaient concentrés en Asie. Cette année-là, les pêcheurs représentaient plus de 5 pour cent de la population économiquement active dans l'agriculture dans 38 pays et dans 15 d'entre eux, ce chiffre était supérieur à 10 pour cent. Des emplois supplémentaires sont actuellement créés dans le sous-secteur de l'aquaculture, en pleine expansion. Ce secteur joue également un rôle important dans la nutrition en Asie, le continent assurant les deux tiers de la consommation mondiale des produits de la pêche, se chiffrant à 93,8 millions de tonnes. Dans l'ensemble, le secteur halieutique a progressé de 4 pour cent par an au cours de la dernière décennie, dépassant de loin le taux de croissance de la production végétale, qui était de 1,4 pour cent par an.

Les importations régionales de produits agricoles ont augmenté de 5,1 pour cent par an, ce qui est une progression considérable. Les exportations ont augmenté, elles aussi, soit 4,5 pour cent par an au cours de la dernière décennie.

La part des personnes souffrant de sous-alimentation dans la population totale est tombée de 20 à 16 pour cent – soit une réduction de 10 millions de personnes par an, ce qui reste inférieur de 2 millions à la réduction annuelle prévue pour atteindre l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation.

Cinq des dix pays ayant obtenu, dans le monde entier, les meilleurs résultats en matière de réduction de la faim se trouvent dans cette région. En revanche, le nombre de personnes sous-alimentées a en fait augmenté dans huit pays. On trouve, dans les pays d'Asie et du Pacifique, la sous-alimentation et la malnutrition, côtoyant l'abondance.

(Principaux défis et priorités pour l'avenir)

L'agriculture doit retrouver la place qui lui revient en tant que **moteur de la croissance** dans les pays à faible revenu et à déficit vivrier. Le *Sommet mondial de l'alimentation: cinq ans après*, qui se tiendra à Rome en juin et le Sommet sur le développement durable prévu en août à Johannesburg nous donneront la possibilité de convaincre les parties prenantes du fait que l'agriculture, les forêts et les pêches sont et resteront le principal moteur des économies des pays les moins avancés.

Il est donc fondamental d'accroître l'afflux de capitaux dans ce secteur pour favoriser la maîtrise de l'eau et la gestion des terres, les infrastructures et les services de commercialisation, ainsi que les investissements dans la recherche agronomique. Cela suppose une inversion de la tendance à la baisse du flux d'aide étrangère et de prêts à conditions de faveur; l'augmentation des investissements extérieurs directs; l'accroissement des crédits alloués par les gouvernements pour les biens publics et la mobilisation de l'épargne privée intérieure pour des investissements dans l'agriculture. Il s'agit d'améliorer le rapport coût-efficacité de l'aide et d'accroître les résultats des investissements dans l'agriculture. La Conférence internationale sur le financement du développement tenue à Monterrey en mars a indiqué certaines pistes à suivre.

La mise en application du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture revêt une priorité élevée, car il assurera un partage équitable et la conservation de notre patrimoine génétique.

Un autre enjeu d'importance consiste à mettre en œuvre des plans d'action détaillés combinant des mesures juridiques et budgétaires à des actions d'application des règlements visant à conserver les forêts et à protéger les bassins versants.

Il faut également que les pays en développement renforcent de toute urgence leur capacité d'alerte rapide, de prévention et de gestion des opérations faisant suite aux catastrophes, compte tenu de leurs retombées et de leur impact.

La mondialisation et la libéralisation progressive des échanges comportent à la fois des opportunités et des menaces; mais jusqu'à présent, les règles du jeu ne sont pas équitables, notamment dans le domaine agricole. Les questions de désavantage comparatif et compétitif constituent une menace pour les agriculteurs pauvres en ressources et les travailleurs agricoles, alors que les pays de l'OCDE soutiennent massivement leur agriculture (pour un montant estimé à 11 milliards de dollars E.-U. en 2001). Il s'agit donc, maintenant, de traduire dans les faits la Déclaration de la Conférence ministérielle de Doha qui préconisait des régimes commerciaux justes et équitables. Nous devons faire en sorte que tout nouvel accord commercial soit favorable aux pauvres.

Finalement, toutes les améliorations aux niveaux des revenus et de la sécurité alimentaire doivent déboucher sur l'éradication de la malnutrition protéo-calorique et des carences en micronutriments. Il faudra pour cela surmonter des obstacles de nature sociale et culturelle ou des contraintes au niveau des revenus, notamment en réalisant des plans d'action communautaires favorisant une amélioration de la nutrition.

(Questions inscrites à l'ordre du jour)

Cette vingt-sixième Conférence régionale examinera des questions fondamentales relatives à la lutte contre l'insécurité alimentaire. L'une des principales tâches sera de préparer le *Sommet mondial de l'alimentation: cinq ans après*, qui se tiendra à Rome du 10 au 13 juin de cette année et dont l'objectif est d'accélérer la mise en œuvre des décisions prises en 1996 et de permettre de réduire de moitié pour 2015 au plus tard le nombre de personnes souffrant de la faim. Cette réunion importante, repoussée à cause de circonstances internationales tragiques, doit permettre de relancer la lutte contre la faim. Les progrès ont été insuffisants pour atteindre l'objectif fixé en 1996, à savoir réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de sous-alimentation dans le monde pour 2015 au plus tard. Au rythme actuel, cette diminution ne sera obtenue que vers 2050. Le Sommet qui se tiendra en juin sera invité à identifier et adopter les mesures concrètes permettant de raccourcir ce délai. Il est essentiel de renforcer et de coordonner la volonté politique au plus haut niveau et de mobiliser les ressources financières nécessaires. Il faudra donc instituer des alliances stratégiques et concevoir des mécanismes et des mesures d'incitation appropriés afin de canaliser les fonds publics et privés au service de deux grands objectifs:

- Renforcer la volonté politique par des alliances pour la sécurité alimentaire et le développement rural qui englobent tout les secteurs de la société: les gouvernements, le secteur privé et les organisations de la société civile.
- Mobiliser des fonds privés et publics à l'appui du développement agricole et rural afin d'inverser la tendance négative de l'aide extérieure bilatérale au développement, qui a chuté de 43 pour cent en termes réels entre 1990 et 1999, et de la part du portefeuille assuré par la Banque mondiale et les institutions financières régionales qui a diminué de 40 pour cent pendant la même période.

Dans ce contexte, la participation personnelle des Chefs d'État et de gouvernement de la Région Asie et Pacifique au Sommet mondial de l'alimentation est essentielle pour le succès de la réunion. Je me ferai donc une joie de les accueillir à Rome en juin. Outre les déclarations en plénières, les Chefs d'État et de gouvernement pourront échanger leurs vues lors de tables rondes et participer, s'ils le souhaitent, à des conférences de presse journalières. Des réunions séparées des parlementaires, du secteur privé, des ONG et de la société civile donneront à d'autres parties prenantes la possibilité de contribuer aux débats.

Une autre question à l'ordre du jour est le *Développement durable des montagnes en Asie et dans le Pacifique*. Les écosystèmes de montagne renferment la majeure partie des sources d'eau douce de la planète et sont riches en biodiversité et en autres ressources, mais ils sont également très fragiles. Dans de nombreuses régions du monde, les montagnes subissent des dégradations du fait de la surexploitation des forêts, des ressources en eau et de la faune et flore sauvages. Les montagnards, qui figurent parmi les populations les plus pauvres et les plus exposées à l'insécurité alimentaire, sont les premiers à en payer le prix. L'ONU, reconnaissant ces problèmes, a proclamé 2002 Année internationale de la montagne. L'objectif est de protéger les écosystèmes de montagne et d'améliorer les moyens d'existence des montagnards. Il a été demandé à la FAO de jouer le rôle de chef de file pour la coordination des activités. La question inscrite à l'ordre du jour de la Conférence permet de procéder à des échanges d'idées, d'informations et de données d'expérience sur cette initiative.

La pauvreté et l'insécurité alimentaire persistent principalement en raison de la répartition inéquitable des ressources et de leur faible productivité. Plus de 70 pour cent des pauvres des pays en développement vivent en milieu rural. Il est donc urgent de donner les moyens voulus aux ruraux pauvres, notamment aux agriculteurs, en leur attribuant des responsabilités et des ressources. L'attribution de moyens aux ruraux pauvres est une question importante à l'examen de cette Conférence. Je peux mentionner, ici, que c'est précisément l'objectif visé par le Programme spécial de la FAO sur la sécurité alimentaire dans les Pays à faible revenu et à déficit vivrier: aider les ruraux pauvres à accroître leur productivité, à améliorer leurs revenus et à enrichir leurs sources de nourriture.

En Asie et dans le Pacifique, l'élevage et le poisson sont des sources importantes de nourriture et de revenu, mais aussi un moyen de diversification des risques et d'accumulation d'actifs productifs. Au cours de la dernière décennie, le secteur des pêches et de l'élevage s'est développé à un rythme de 3,3 et 4 pour cent par an, respectivement, contre 1,4 pour cent par an pour la production végétale. Les taux de croissance de la région sont de loin supérieurs à ceux des autres régions du monde. Il convient certes d'atténuer les risques liés à la croissance de la production, comme la dégradation des ressources, mais il faut aussi saisir les opportunités en faveur des ruraux pauvres. Comment l'aquaculture et l'élevage peuvent-ils contribuer davantage à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration de la nutrition: voici un autre point inscrit à l'ordre du jour de la présente Conférence.

(Autres questions)

Qu'il me soit permis de mentionner deux autres questions importantes. À l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation, en octobre dernier, le Président de la République fédérale d'Allemagne, Son Excellence M. Johannes Rau, a invité à créer une Alliance internationale contre la

faim et la pauvreté. Ce concept a reçu par la suite un large soutien au cours de la Conférence de la FAO en novembre 2001. Une telle Alliance, dont l'idée a été approuvée lors des Conférences régionales de la FAO pour l'Afrique, le Proche-Orient et l'Amérique latine et les Caraïbes, pourrait en effet être une manifestation concrète du renforcement de la volonté politique et un pas important dans l'élimination du désespoir et de la colère, si favorables aux extrémismes.

De plus, l'Organisation a créé l'année dernière un Fonds fiduciaire pour la sécurité alimentaire et la sécurité sanitaire des aliments. Celui-ci jouera un rôle catalytique dans l'accroissement des investissements en faveur de l'agriculture et du développement rural, moyennant:

- Des projets pilotes de production vivrière et de création de revenus dans les communautés rurales pauvres.
- Des programmes d'éradication des ravageurs et maladies transfrontières des animaux et des plantes.
- Le transfert de technologies, notamment grâce à la coopération Sud-Sud.
- Le renforcement des capacités afin de préparer des études de faisabilité pour des projets bancables.

Le succès obtenu à ce jour, avec 20 pour cent du montant initial de 500 millions de dollars E.-U. déjà financés, serait encore plus important si d'autres annonces de contributions étaient faites avant le Sommet.

Les pays tant développés qu'en développement sont invités à alimenter ce Fonds, en fonction bien sûr de leurs moyens, afin de montrer leur détermination politique à assurer le caractère universel de ce Fonds.

Ceci est la première Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique tenue à l'aube de ce siècle. Je suis convaincu que vous participerez aux efforts visant à préparer l'agriculture, aux niveaux national et régional, aux défis du XXI^e siècle. Je suis sûr que vous n'épargnerez aucun effort pour examiner comme il se doit ces questions fondamentales et proposer les mesures les plus nécessaires pour accélérer le progrès du développement agricole et assurer la sécurité alimentaire de tous les hommes et toutes les femmes de la région.

J'attends avec un grand intérêt les résultats de vos délibérations et vous souhaite une réunion très fructueuse.

Je vous remercie de votre aimable attention.

DÉCLARATION DES ONG ET OSC ASIATIQUES

Nous vous remercions de nous avoir donné l'occasion de prendre la parole à cette Conférence de la FAO. Nous nous félicitons également de l'allocution du Directeur général de la FAO et de la déclaration de plusieurs pays qui ont souligné la nécessité de la présence à Rome d'organisations non gouvernementales et de la société civile afin que toutes les parties prenantes puissent contribuer aux débats sur le problème crucial de la faim et de la malnutrition.

Le Président et tous les autres participants à la Conférence savent sans doute que les ONG et les OSC ont tenu une consultation dans le cadre de la préparation du Sommet mondial de l'alimentation: *cinq ans après*, avec le soutien de la FAO, les 11 et 12 mai 2002 à Katmandou (Népal). Les 120 participants venus de 13 pays d'Asie⁹ représentaient un large éventail d'ONG, d'OSC, de mouvements paysans, d'organisations de femmes, de communautés de pêcheurs, d'ouvriers agricoles sans terre et d'ouvriers travaillant sur des plantations. En tant qu'observateurs, nous avons suivi de près vos débats et souhaitons vous faire part de nos suggestions et de notre point de vue sur les questions urgentes dont nous avons à débattre aujourd'hui.

Nous souhaitons également saisir cette occasion pour vous faire part des conclusions de nos délibérations au cours de cette consultation. Nous nous sommes appuyés, pendant nos délibérations, sur la Résolution adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 15 février 2002 sur le droit à l'alimentation. Nous souhaitons réitérer notre soutien à cette Résolution sur le droit à l'alimentation, avec les divers pays d'Asie et du Pacifique qui se sont engagés à maintes reprises à assurer à tous leurs citoyens le droit à la nourriture et à la vie.

À cet égard, nous réclamons à l'unanimité un Code de conduite sur le droit à l'alimentation et aux ressources, qui tienne compte de la nécessité d'une véritable réforme agraire et halieutique parmi d'autres droit et que la FAO et tous les gouvernements pourraient adopter.

Nous sommes reconnaissant au Directeur général d'avoir rappelé la menace que fait peser sur les agriculteurs et ouvriers agricoles démunis de la région le processus de mondialisation, compte tenu du soutien considérable que les pays de l'OCDE accordent à leur secteur agricole. Nous sommes également très préoccupés par l'impact du processus de mondialisation, notamment par le dumping de produits agricoles et alimentaires subventionnés sur le continent asiatique. De tels procédés compromettent la survie de centaines de milliers de paysans, de pêcheurs et de communautés autochtones qui, au moment même où nous parlons, sont déplacés et menacés dans leurs systèmes de survie et d'alimentation.

Seules une poignée de sociétés transnationales et de grosses entreprises tirent profit de ces politiques et de ces programmes. Les ONG, les OSC et les mouvements populaires estiment que la nourriture n'est pas seulement un produit d'échanges, mais également un bien essentiel à la survie et à la mise en place de moyens de subsistance durables et constitue l'expression même de notre culture. La production alimentaire et agricole ne saurait être livrée aux caprices d'une poignée de sociétés fondées sur l'exploitation et le profit et devrait être laissée au libre arbitre des personnes qui produisent ces aliments.

En conséquence, pour garantir la protection des droits et restaurer et faire respecter la dignité des personnes, nous jugeons nécessaire de reconnaître la souveraineté alimentaire comme fondement et postulat de la production et de la consommation de vivres, y compris dans l'application des

⁹ Bangladesh, Cambodge, Chine, Corée, Indonésie, Inde, Japon, Népal, Malaisie, Philippines, Pakistan, Sri Lanka et Thaïlande.

politiques alimentaires et agricoles. La souveraineté alimentaire doit être respectée à tous les niveaux et doit faire l'objet de la part des gouvernements d'une reconnaissance et d'un engagement à l'échelle mondiale, grâce à l'adoption d'une Convention internationale sur la souveraineté alimentaire.

L'engagement crucial du Sommet mondial de l'alimentation de 1996 de réduire de moitié la pauvreté et la faim avant 2015 a été déclaré impossible à tenir par les mêmes institutions qui l'avaient pris. Les programmes et méthodes visant à réduire la faim et la malnutrition ont échoué misérablement faute, cela va sans dire, de volonté politique.

Nos préoccupations sont celles des gens dont la survie est menacée par la perte de leurs moyens de subsistance: terre, eau et forêts, notamment, et qui n'ont pratiquement plus accès à la nourriture, avec les conséquences suivantes: faim, famine, chômage et vulnérabilité face à l'exploitation et à l'oppression.

L'agriculture contrôlée par des groupes qui continuent de promouvoir des technologies dangereuses comportant l'utilisation de pesticides et d'organismes génétiquement modifiés (OGM) menace la santé humaine, la sécurité sanitaire des aliments et l'environnement. La domination des grosses sociétés est renforcée par des prises de brevets sur les formes de vie. Cette politique se traduit par la perte et l'érosion rapide des droits et de la dignité des populations d'Asie.

Le combat pour le droit à la nourriture et pour la sécurité et la souveraineté alimentaires est intimement lié à la lutte pour l'émancipation politique et pour la démocratie fondée sur la participation.

Ce combat doit privilégier tout particulièrement la responsabilisation des femmes. L'invisibilité de celles-ci dans l'agriculture, la méconnaissance du rôle qu'elles jouent dans la production vivrière ainsi que leur absence et la discrimination dont elles sont victimes dans les processus de décisions leur ont fait perdre leurs droits et les ont écarté des politiques et des programmes.

La sécurité et la souveraineté alimentaires constituent une partie intégrante et essentielle de la justice sociale et d'un développement national authentique. Il faut privilégier des politiques et programmes capables de protéger et de favoriser une agriculture conçue comme un moyen d'existence durable, fondé sur des systèmes de production alimentaire agro-écologiques. Ces systèmes doivent aboutir à l'élimination des produits agrochimiques et à l'institution d'un moratoire sur les OGM.

Les représentants des ONG, des OSC et des mouvements populaires, présents à la consultation se sont déclarés extrêmement préoccupés par les OGM du fait qu'en l'absence même d'informations indépendantes et suffisantes sur leurs effets sur la santé et l'environnement, les sociétés tirant profit de ces technologies ont produit et commercialisé des OGM. La contamination de l'environnement, l'utilisation accrue de certains herbicides et des boycotts de consommateurs sont signalés dans les pays où des OGM ont été commercialisés. Il est donc évident que les OGM suscitent déjà, et susciteront à l'avenir, de nombreuses préoccupations du fait de leurs éventuelles incidences sur la santé et l'environnement, la culture et la biodiversité.

Dans ces conditions, nous invitons instamment les gouvernements ici présents ainsi que la FAO à se joindre à notre combat pour protéger nos droits et assurer la réalisation de nos aspirations à la souveraineté et à la sécurité alimentaires qui ne pourront être acquises que par une volonté de s'engager et de mener la lutte en Asie, grâce à la solidarité internationale.